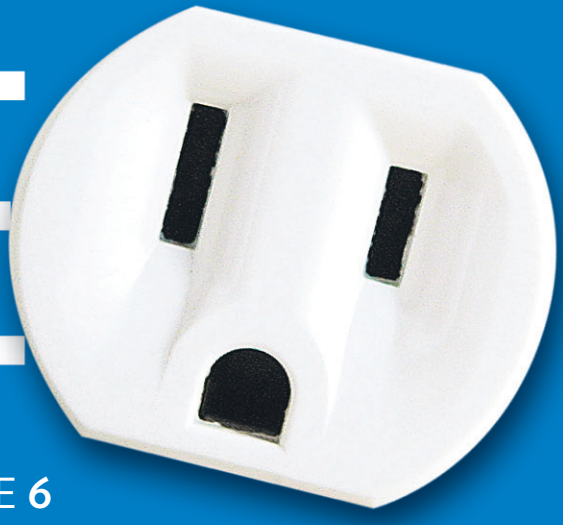


# AFFAIRE



DATE DES HAUSSES : LES PLAINTES PLEUVENT  
HYDRO S'EN PREND À LA RÉGIE DE L'ÉNERGIE PAGE 6

	<b>S&amp;P/TSX</b> 12342,23 -94,99 (-0,76%)
	<b>TSX CROISSANCE</b> 3095,85 -27,56 (-0,88%)
	<b>QUÉBEC 30</b> 1176,71 -0,37 (-0,03%)
	<b>DOW JONES</b> 11336,32 -11,13 (-0,10%)
	<b>DOLLAR</b> <b>88,03 ¢ US</b> 0,13 ¢

## La pompe sourit à Shell Canada

La pétrolière profite du prix élevé du pétrole et de bonnes marges de raffinage au premier trimestre.

PAGE 5

## «Ridicules!»

C'est ainsi que Ken Lay, l'ex-patron d'Enron, qualifie les six accusations retenues contre lui.

PAGE 7

## Le titre de Rogers sous-évalué?

Son prix cible, fixé par sept analystes, est de beaucoup supérieur au cours actuel, lit-on en fin de séance.

PAGE 9

## Le discours de Bush fait monter Ballard

Le titre de l'entreprise de Colombie-Britannique, qui fabrique des piles pour les voitures, a pris 22% hier.

PAGE 12

## LE CHIFFRE DU JOUR

### 36<sup>e</sup> exportateur

Le Québec occupe le 36<sup>e</sup> rang des nations exportatrices (excluant le commerce interprovincial), soit 25,7% de son PIB en 2005.

Source : Institut de la statistique du Québec

## ENTREPRISE À FINANCER ?

COMPOSEZ MAINTENANT LE  
1 866 499 0334  
Acqui**z**ition.biz

# La Caisse mise sur l'Allemagne

PHILIPPE MERCURE

**La Caisse de dépôt et placement du Québec mise sur l'Allemagne. Après avoir investi 300 millions de dollars à Francfort il y a peine quatre mois, la Caisse frappe un autre grand coup avec des acquisitions de plus 700 millions.**

Par l'entremise de son bras immobilier, la SITQ, la Caisse vient de conclure un accord de plus de 500 millions d'euros pour acquérir quatre nouveaux immeubles à Munich, Francfort et Düsseldorf.

« C'est un investissement stratégique. On profite de la reprise économique », a expliqué hier à *La Presse*

*Affaires* Jacques-André Chartrand, directeur des communications et des affaires publiques à la SITQ, soulignant que les acquisitions ont été faites « à bon compte ».

« On pense que les actifs de Munich, qui est le premier marché de bureaux en Allemagne, sont situés à des emplacements ayant un fort potentiel pour les prochaines années. »

La Caisse avait entrepris sa percée allemande en décembre dernier en achetant un complexe de bureaux à Francfort pour 300 millions. En acquérant le portefeuille de la division de l'immobilier de la Deutsche Bank, elle met cette fois la main sur des « immeubles de prestige » qui

abritent des « locataires de qualité », dit M. Chartrand.

« Il s'agit d'un complément idéal aux acquisitions faites l'an dernier à Francfort, souligne quant à lui Paul Campbell, président et chef de la direction de la SITQ. Elles procurent à l'entreprise un portefeuille diversifié de choix dans les principaux marchés de bureaux d'Allemagne. »

L'actif le plus important est un immeuble de bureaux construit en 2003 et situé à Theresienhöhe, à Munich. Il abrite le géant de la pharmaceutique Glaxo Wellcome, la compagnie Yahoo! et BBDO, une des plus grandes firmes de publicité au monde.

Les trois autres bâtiments sont à Munich, Francfort et Düsseldorf. Ils logent des compagnies comme Tech Data, la Deutsche Bank et Thyssenkrupp, une des plus importantes firmes technologiques au monde spécialisée entre autres dans le domaine de l'acier. Les immeubles acquis totalisent 182 000 mètres carrés et sont « très récents ».

Henri-Paul Rousseau, PDG de la Caisse, a déjà fait connaître son intention d'investir dans l'immobilier pour diversifier ses placements dans des secteurs autres que les actions et les obligations.

➤ Voir **CAISSE** en page 4



David Dodge, gouverneur de la Banque du Canada

PHOTO NORM BETTS, BLOOMBERG ©

## UN PEU PLUS HAUT

# Nouvelle hausse prévue du loyer de l'argent

RUDY LE COURS

Sans aucune surprise, la Banque du Canada annoncera ce matin qu'elle augmente son taux directeur de 25 centièmes pour la sixième fois d'affilée.

Trente experts sur 30 consultés par l'agence Bloomberg prédisent que le taux cible de financement à un jour sera fixé à 4 %, dès 8 h 30. Il s'agit du taux cible le plus élevé depuis septembre 2001, mais c'est surtout une progression de deux points de pourcentage depuis le creux de 2 % qui a prévalu pendant l'hiver 2002.

Les institutions financières lui emboîteront le pas dans les minutes suivantes, en majorant leur taux préférentiel qu'elles offrent à leurs meilleurs clients. Il devrait grimper à 5,75 %, faisant grimper d'un cran les intérêts sur les prêts hypothécaires à taux variable.

Un resserrement monétaire se répercute très lentement sur l'ensemble de l'économie. L'hiver dernier, on a à peine commencé à voir ses effets sur les taux obligataires à long terme qui ont commencé à remonter après avoir diminué toute l'année 2005, comme si les marchés avaient voulu défier la banque centrale.

C'est donc avec beaucoup d'intérêt que sera analysé et décortiqué

le Rapport sur la politique monétaire publié par la Banque, jeudi. Là réside en fait l'élément de suspense. Les experts tenteront de donner un sens précis à des phrases sibyllines comme celle lue dans son communiqué du 7 mars : « La Banque estime qu'elle pourrait devoir relever encore quelque peu le taux directeur. »

**Trente experts sur 30 consultés par l'agence Bloomberg prédisent que le taux cible de financement à un jour sera fixé à 4 %, dès 8 h 30. Il s'agit du taux cible le plus élevé depuis septembre 2001.**

« Quelque peu », est-ce 25, 50 ou même 75 points de pourcentage ? La plupart sont encore d'avis que le resserrement monétaire sera interrompu avec la hausse de ce matin, quitte à ce qu'un ou deux tours de vis soient donnés plus tard, quand sera mieux connue l'évolution de l'économie améri-

caine que plusieurs voient ralentir en deuxième moitié d'année.

Chose certaine, la canadienne, elle, fonctionne aux limites de ses capacités avec un rythme annuel frôlant les 3 %. Cette vitesse de croisière est conforme aux attentes de la Banque.

L'art de la conduite d'une politique monétaire consiste à atteindre la neutralité, c'est-à-dire un taux directeur ni accommodant ni restrictif au moment où l'économie fonctionne à son plein potentiel. Ce taux serait voisin de 4,50 %, estime Benoît P. Durocher, du Mouvement Desjardins, qui croit pourtant que la Banque prendra une pause après la hausse de ce matin, à 4 %.

La tension sur le marché du travail fait sans doute sourcilier la haute direction de la Banque. Le taux de chômage est descendu le mois dernier à un creux historique tandis que le taux d'emploi montait à son sommet. L'économie canadienne a-t-elle atteint le plein emploi, c'est-à-dire le maximum possible sans générer d'inflation ? Oui, pensent plusieurs quand ils regardent les pressions sur les salaires dans les provinces de l'Ouest où le chômage est sous la barre des 5 %.

➤ Voir **LOYER** en page 4

# Falsifier des documents peut coûter cher

MARC TISON

Une falsification de documents d'assurance vie a coûté 730 000 \$ et trois ans et demi de prison à un représentant en assurances de Longueuil.

Richard Korzeniewski, son ex-conjointe Ginette Nicole Perreault et la société KRT Financial Consulting Services, dont M. Korzeniewski était président, ont reconnu leur responsabilité et ont accepté la totalité de la demande en capital déposée par Fabrice Larochelle, Diane Larochelle-Côté et par l'Autorité des marchés financiers.

M. Korzeniewski avait falsifié des formulaires de changement de bénéficiaire pour l'assurance vie souscrite par le père de M. Larochelle. Il y avait inscrit le nom de son ex-conjointe, Ginette Nicole Perreault, qui a touché en 2003 la prestation de décès de 680 000 \$.

Dans la poursuite qu'ils ont alors déposée, Fabrice Larochelle et Diane Larochelle-Côté réclamaient la somme de 681 624 \$, plus des dommages exemplaires de 50 000 \$.

M. Larochelle avait également présenté une demande d'indemnisation à l'Autorité des marchés financiers, qui lui a accordé le maximum prévu de 200 000 \$ par réclamation. C'est pour récupérer cette indemnisation que l'Autorité est intervenue dans la poursuite en juin 2005, appliquant le recours subrogatoire que lui reconnaît la Loi sur la distribution des produits et services financiers.

➤ Voir **DOCUMENTS** en page 4



**SHERMAG FERA UNE COLLECTION POUR METROPOLITAN HOME**



Délicieusement classique depuis 1938.



Pour des lunchs d'affaires menés à la perfection

REPÈRES

DOLLAR CANADIEN

**88,03** ¢US

VARIATION +0,13 ¢

**0,7097** €

VARIATION -0,0027 €

SOMME REQUISE POUR ACHETER

UN DOLLAR US **1,1360** \$

UN EURO **1,4088** \$

AUTRES DEVICES

Australie	dollar	0,8458
Chine	renminbi	0,1418
Grande-Bretagne	livre	2,0328
Hong Kong	dollar	0,1466
Inde	roupie	0,0253
Japon	yen	0,0099
Mexique	peso	0,1026
Norvège	couronne	0,1793
Nouvelle-Zélande	dollar	0,7141
Suède	couronne	0,1508
Suisse	franc	0,8969

PÉTROLE

(WTI, contrat terme rapproché)

**70,09** \$US

VARIATION -2,99 \$US

Light Sweet Crude **73,34** \$US

North Sea Brent **73,46** \$US

OR (NY Gold)

**620,60** \$US

705,00 \$CAN

VARIATION -11,60 \$US



UNE HUIT CYLINDRES MALGRÉ LE BRUT

WASHINGTON — La flambée des prix du pétrole ne dissuade pas pour le moment les Américains d'acheter de grosses cylindrées, selon une étude du cabinet spécialisé JD Power publiée hier.

Au premier trimestre 2006, les Américains ont acheté la même proportion de moteurs à six ou huit cylindres que pendant l'été 2005, souligne le cabinet.

« Pour le moment, la hausse des prix du carburant n'a pas eu d'effet sensible sur le genre de véhicules achetés, du moins en ce qui concerne la puissance du moteur », note l'analyste Tom Libby, cité dans le communiqué.

Ainsi, les véhicules équipés de moteurs huit cylindres ont représenté près d'un quart des ventes de véhicules neufs au premier trimestre. En août 2005, la proportion était de 23 % et en septembre de 24 %, selon ce communiqué.

« Les prix du carburant sont sans doute un sujet de conversation à la mode dans les diners et autour de la machine à café, mais les consommateurs semblent conditionnés à des prix aux niveaux actuels. De ce fait, nous ne nous attendons pas à ce que le type de véhicules achetés change beaucoup », ajoute Jeff Schuster, prévisionniste chez JD Power.

Source: AFP

LES BOURSES DANS LE MONDE

	FERMETURE	VARIATION NET	EN %
<b>AMÉRIQUE DU NORD/SUD</b>			
NASDAQ	2333,38	-9,48	-0,41
S&P 500 (New York)	1308,11	-3,17	-0,24
Mexico Bolsa	20198,71	24,07	0,12
Brazil Bovespa Stock	39751,30	-23,29	-0,06
<b>EUROPE/AFRIQUE</b>			
DJ Euro Stoxx 50 P	3555,21	-22,47	-0,63
FTSE 100 (Angleterre)	6098,70	-34,00	-0,55
CAC 40 (France)	5221,44	-30,94	-0,59
DAX (Allemagne)	6079,09	-15,66	-0,26
IBEX 35 (Espagne)	11901,30	-12,50	-0,11
Milan MIB30 (Italie)	38504,00	-401,00	-1,03
Amsterdam Exchanges	475,64	-2,36	-0,49
OMX (Stockholm)	1054,49	-8,30	-0,78
Swiss Market (Suisse)	8076,25	-17,22	-0,21
<b>ASIE/PACIFIQUE</b>			
NIKKEI 225 (Japon)	16914,40	-489,56	-2,81
Hang Seng (Hong Kong)	16705,67	-206,48	-1,22
S&P/ASX 200 (Australie)	5269,80	19,70	0,38

LAPRESSE AFFAIRES



TECHNAUTE.COM

Des problèmes avec votre ordinateur ? Passez chez le « mécano » ! [www.technaute.com/pros/mecano](http://www.technaute.com/pros/mecano)

# Shermag s'associe à Metropolitan Home

LAURIER CLOUTIER

Shermag s'associe avec Metropolitan Home, prestigieux magazine de design, pour lancer une nouvelle collection de meubles pour toute la maison qui portera son nom.

L'important fabricant et importateur de meubles Shermag, de Sherbrooke, vient de conclure une entente avec le Metropolitan Home et sa maison mère, Hachette Filipacchi Media US, pour développer et mettre en marché la Collection Metropolitan Home.

Le président et chef de la direction de Shermag, Jeff Casselman, compte beaucoup sur cette association avec le magazine américain fondé il y a 25 ans, « une autorité en Amérique du Nord », pour la relance de la compagnie de meubles, déclare-t-il à La Presse Affaires, à la veille de l'importante foire de High Point, en Caroline du Nord. Comme les autres manufacturiers de meubles du Canada, Shermag doit faire face à la vigueur du huard canadien et à la concurrence féroce de la Chine depuis trois ou quatre ans.

« L'impact sur Shermag sera significatif », dit Jeff Casselman, qui ne peut toutefois le chiffrer, car le travail commence à peine sur la nouvelle collection. La présentation aux acheteurs des chaî-

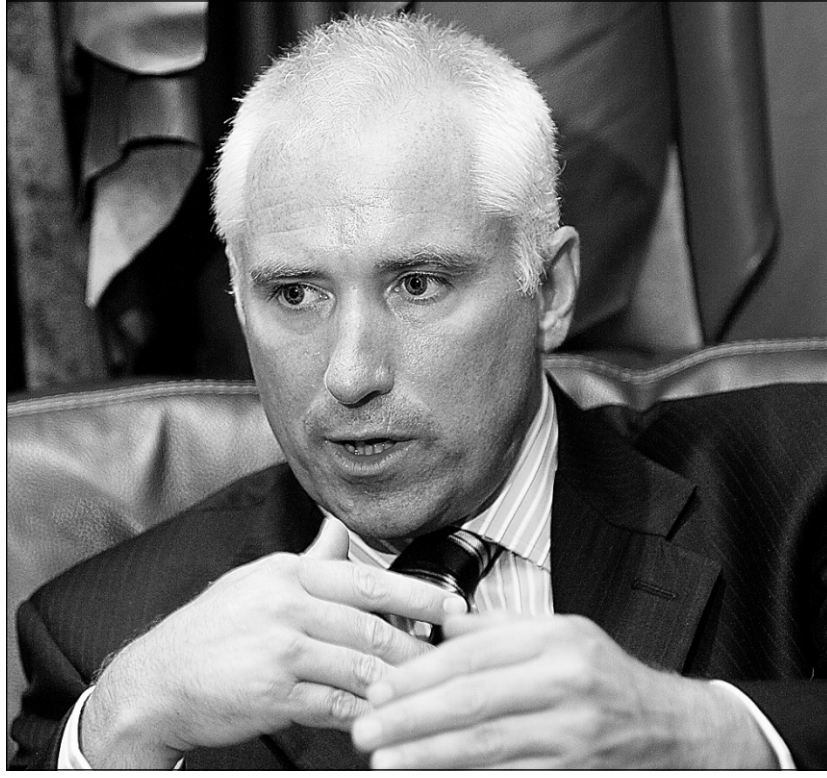


PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE ©

Shermag vend la grande majorité de ses meubles aux États-Unis et « a encore plein de projets de développement et de croissance dont elle sera fière », assure le président et chef de la direction. Jeff Casselman.

nes de magasins aura lieu à la foire High Point de l'automne prochain. Les deux partenaires viennent de choisir Benjamin No-

riega-Ortiz, un des plus influents décorateurs-ensembliers contemporains, pour lancer la première collection griffée du Metropolitan

Home. Et il y aura d'autres collections au cours des prochaines années, dit M. Casselman.

« On n'a pas parlé d'impact financier encore. C'est plutôt un développement stratégique. On travaille déjà avec des designers, ajoute le président. La première collection comprendra entre 60 et 100 meubles différents. On ne peut parler d'emplois maintenus ou créés. Les meubles seront en partie fabriqués dans nos usines et en partie importés d'Asie », dit Jeff Casselman.

Les réalisations de Benjamin Noriega-Ortiz sont déjà présentées dans Metropolitan Home ainsi que dans plus d'une centaine de magazines de design et de style de vie dans le monde. L'association vient confirmer la renommée des collections de meubles de Shermag, selon Jeff Casselman.

À cause de la remontée rapide du huard canadien par rapport au dollar américain, Shermag s'est défini un nouveau plan d'affaires, il y a deux ans, et continue sa transformation pour devenir une compagnie de meubles à faibles coûts d'exploitation, capable de mieux s'adapter aux besoins du marché. L'entreprise vend la grande majorité de ses meubles aux États-Unis et « a encore plein de projets de développement et de croissance dont elle sera fière », assure le président.

La foire printanière de High Point n'ouvre que jeudi, mais déjà, le stand de Shermag est rempli d'acheteurs de détaillants de meubles, souligne par ailleurs Jeff Casselman. « C'est un indicateur préliminaire, mais encourageant. » Le président attend des centaines d'acheteurs, chaque jour, d'ici la fin de High Point, la semaine prochaine.



PHOTO ANDRÉ TREMBLAY, LA PRESSE ©

« Browns n'a pas besoin de Holt Renfrew pour continuer sa propre croissance, assure Nathalie-Andrée Vallerand, directrice du marketing de la compagnie. Le partenariat imposait des limites à Browns, qui ne pouvait ouvrir des magasins à côté de ses boutiques chez Holt Renfrew. »

## Après la perte de Holt Renfrew

# Browns se prépare à rebondir

LAURIER CLOUTIER

Parce qu'il va perdre ses boutiques chez la chaîne de vêtements haut de gamme Holt Renfrew, le détaillant Chaussures Browns, de Montréal, vit « un momentum vraiment intense » mais prévoit rebondir encore plus haut, au Canada.

La chaîne de 40 magasins canadiens « pourrait en ouvrir 10 autres d'ici 10 à 12 mois, à Montréal, Toronto, Calgary et Vancouver », a déclaré à La Presse Affaires la directrice du marketing, Nathalie-Andrée Vallerand.

Avant d'ouvrir, en fait, Browns va devoir fermer le quart de son réseau, en février prochain, soit les 10 boutiques que le détaillant de chaussures exploite dans autant de magasins Holt Renfrew au Canada. Le président de Browns, Michael Brownstein, n'était pas disponible pour commenter. Quant au vice-président à l'exploitation de Browns, André Lescaubeau, il poursuit des « négociations intensives », avec son équipe et des agents immobiliers, pour mettre la main sur les meilleurs locaux disponibles au pays, explique Nathalie-Andrée Vallerand.

« On va d'abord combler les vides dans le réseau de magasins. Après, on verra si on en ouvre encore plus », dit la directrice. Le détaillant va aussi rénover plu-

sieurs de ses magasins.

Aujourd'hui et demain, à Toronto et Montréal, Browns va aussi lancer ses 90 nouvelles collections de chaussures au cours de spectacles de danse, après en avoir donné un aperçu dans son tout nouveau magazine baptisé simplement B.

Caryn Lerner, présidente de Holt Renfrew, de Toronto, a annoncé la rupture du contrat à Michael

drée Vallerand. Le partenariat imposait des limites à Browns, qui ne pouvait ouvrir des magasins à côté de ses boutiques chez Holt Renfrew. Le détaillant de chaussures va par contre rester un leader de la mode. Browns pourrait ouvrir 10 magasins à proximité des Holt Renfrew et redynamiser l'expérience du magasinage. « Dans le commerce de détail, l'emplacement est la clé. Browns

siroter un cappuccino, dit la directrice. À Yorkdale, en Ontario, Browns vient de complètement réinventer son concept de magasin. À Toronto, au centre commercial Square One, le magasin Browns va rouvrir d'ici quelques jours et celui du Bayview Village sera rénové. Le Browns du Centre Rockland, de Montréal, sera réaménagé d'ici le début de 2007. »

Le plus gros défi immédiat, c'est de présenter en quelques semaines seulement les nouvelles collections de chaussures, souligne Nathalie-Andrée Vallerand.

La famille Brownstein en est rendue à la quatrième génération depuis la fondation de Browns, en 1940. Les enfants de Michael Brownstein, Julia et David, travaillent déjà dans l'entreprise, aux achats et à l'exploitation de la chaîne.

Browns trouve ses collections de chaussures principalement en Italie, mais aussi un peu en Espagne et au Canada, pour les bottes Artica. Après avoir résisté longtemps, dit Nathalie-Andrée Vallerand, la chaîne confie maintenant une partie du travail à la Chine, sur des peaux achetées en Italie. Par la compagnie Made in Italy, l'association de la chaussure italienne tente par contre de ramener la fabrication dans le pays, indique-t-elle.

**La chaîne Chaussures Browns qui compte 40 magasins canadiens « pourrait en ouvrir 10 autres d'ici 10 à 12 mois, à Montréal, Toronto, Calgary et Vancouver », a déclaré à La Presse Affaires la directrice du marketing, Nathalie-Andrée Vallerand.**

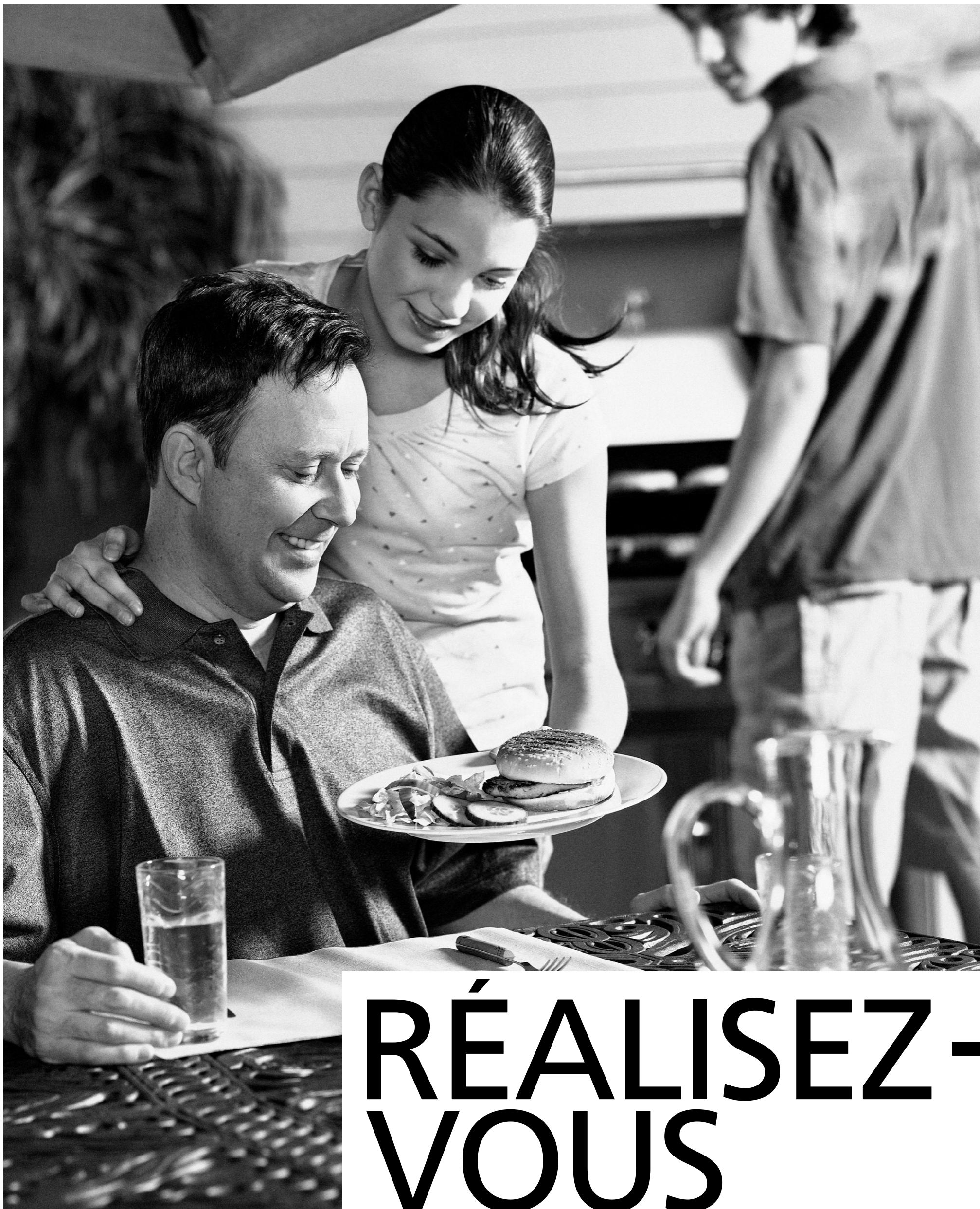
Brownstein il y a un an, et le président a mis en place un plan d'action qui va se concrétiser bientôt, dit Nathalie-Andrée Vallerand.

Le partenariat entre les familles Brownstein et Weston, propriétaire de Holt Renfrew (et actionnaire principal de Loblaw et Weston), durait depuis 14 ans. Avec la croissance de ses ventes et profits, Holt Renfrew veut prendre le contrôle de l'exploitation de ses boutiques de chaussures.

« Browns n'a pas besoin de Holt Renfrew pour continuer sa propre croissance, assure Nathalie-An-

drée Vallerand. Le partenariat imposait des limites à Browns, qui ne pouvait ouvrir des magasins à côté de ses boutiques chez Holt Renfrew. Le détaillant de chaussures va par contre rester un leader de la mode. Browns pourrait ouvrir 10 magasins à proximité des Holt Renfrew et redynamiser l'expérience du magasinage. « Dans le commerce de détail, l'emplacement est la clé. Browns

veut décrocher les meilleurs locaux au Canada, souligne Nathalie-Andrée Vallerand. D'ici un an, Browns pourrait ouvrir un magasin au Pacific Center, de Vancouver, mais la chaîne n'a encore rien d'officiel à annoncer. La chaîne analyse plusieurs emplacements à Montréal. Le but de Browns est de prendre toute la place qui lui revient au Canada. »



# RÉALISEZ-VOUS

## QU'UNE MALADIE GRAVE POURRAIT AFFAIBLIR VOTRE SANTÉ FINANCIÈRE ?

**Deux Canadiens sur cinq** seront atteints d'un cancer au cours de leur vie<sup>1</sup>.

### SURVIVRE À LA MALADIE, OUI... MAIS À QUEL PRIX ?

Les progrès de la médecine permettent maintenant de survivre à plusieurs maladies. Pourtant, survivre ne signifie pas nécessairement que la vie sera la même qu'auparavant. Les conséquences d'une maladie grave sont, en effet, multiples et entraînent souvent d'importants changements sur les plans physique, émotionnel et financier.

### UNE FACTURE SALÉE

Les coûts à prévoir en cas de maladie grave peuvent être de plusieurs ordres : adaptation du domicile, adaptation ou changement de véhicule, équipement spécialisé, aide technique, physique et psychologique, etc. Ainsi, un accident cérébrovasculaire, une crise cardiaque ou un cancer vous obligerait à revoir vos plans et à puiser dans vos épargnes.

Si vous étiez dans cette situation, pourriez-vous assumer la facture ?

### REPOSEZ-VOUS SUR NOTRE EXPERTISE

Le conseiller en sécurité financière<sup>2</sup> assigné à votre caisse vous conseillera et vous offrira les meilleures protections d'assurance selon vos besoins.

La solution qu'il vous proposera vous permettra de faire face aux répercussions financières d'une maladie grave par :

- le versement d'un montant forfaitaire, libre d'impôt ;
- le remboursement de frais engagés pour des services à domicile.

Vous pourrez ainsi vous accorder du temps de récupération, prendre une retraite anticipée ou encore, compenser l'absence de salaire de votre conjoint s'il devait demeurer à la maison pour prendre soin de vous.

Le conseiller en sécurité financière est l'expert qui vous accompagnera dans votre recherche de sécurité financière, en vous proposant les protections d'assurance les mieux adaptées à vos besoins. Parlez-en d'abord à votre planificateur financier<sup>3</sup> de Desjardins.

### RÉALISEZ-VOUS.

Ceci n'est pas une banque.  
C'est une caisse... qui comprend tout.



**Desjardins**  
Sécurité financière<sup>MC</sup>

[desjardins.com/realisez-vous](http://desjardins.com/realisez-vous)

Conjuguer avoirs et êtres

<sup>1</sup> Société canadienne du cancer, 2005. <sup>2</sup> Le conseiller en sécurité financière est un employé de Desjardins Sécurité financière, cabinet de services financiers.

<sup>3</sup> Le planificateur financier agit pour le compte de Desjardins Cabinet de services financiers inc. <sup>MC</sup> Marque de commerce propriété de Desjardins Sécurité financière, compagnie d'assurance vie.

## LA PRESSE AFFAIRES

## DILBERT



## À BIEN Y PENSER...

Faites de l'argent et le monde entier s'accordera pour vous appeler Monsieur.

— Mark Twain, auteur

## POUR NOUS JOINDRE

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9  
lpa@lapresseaffaires.com

## SUDOKU

3	2			5				
				3				
7			1			3	8	
8		3			2			
	7		4		9	1		
			9				5	
			2					6
				4	1			8
1	5			3	7			

Niveau de difficulté : MOYEN

0275

## Solution du dernier sudoku

3	8	1	2	5	4	7	6	9
6	5	2	9	7	8	1	3	4
9	7	4	1	6	3	2	5	8
5	1	9	8	4	6	3	2	7
4	6	7	3	2	9	8	1	5
8	2	3	5	1	7	9	4	6
2	9	8	4	3	5	6	7	1
1	4	6	7	9	2	5	8	3
7	3	5	6	8	1	4	9	2

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site [www.les-mordus.com](http://www.les-mordus.com) ou écrivez-nous à [info@les-mordus.com](mailto:info@les-mordus.com)

Par Fabien Savary 0274

# Tembec ferme une usine en Ontario

PRESSE CANADIENNE

La société forestière Tembec a annoncé hier la fermeture pour une période indéfinie de son usine de pâte commerciale de Smooth Rock Falls, en Ontario, ce qui fera perdre leur emploi à quelque 230 personnes.

La direction de Tembec a précisé que cette décision a été rendue nécessaire en raison du cours élevé du dollar canadien ainsi que des coûts de production « désavantageux de cette usine par rapport à ceux des usines concurrentes à l'échelle internationale ».

« L'effet combiné de ces facteurs a engendré une situation intenable », a déclaré Terrence Kavanagh, vice-président-directeur et chef de l'exploitation chez Tembec.

« Bien qu'il y ait eu une certaine amélioration ces deux dernières années au chapitre du coût de la matière ligneuse livrée, le rendement financier global de l'usine de Smooth Rock Falls est demeuré inacceptable », a-t-il ajouté.

L'usine qui produit annuellement 200 000 tonnes métriques de pâte kraft blanche de résineux (NBSK) cessera ses activités le 31 juillet prochain.

Tembec a précisé que la fermeture de l'usine de Smooth Rock Falls s'inscrit dans le cadre du plan de relance présenté en jan-

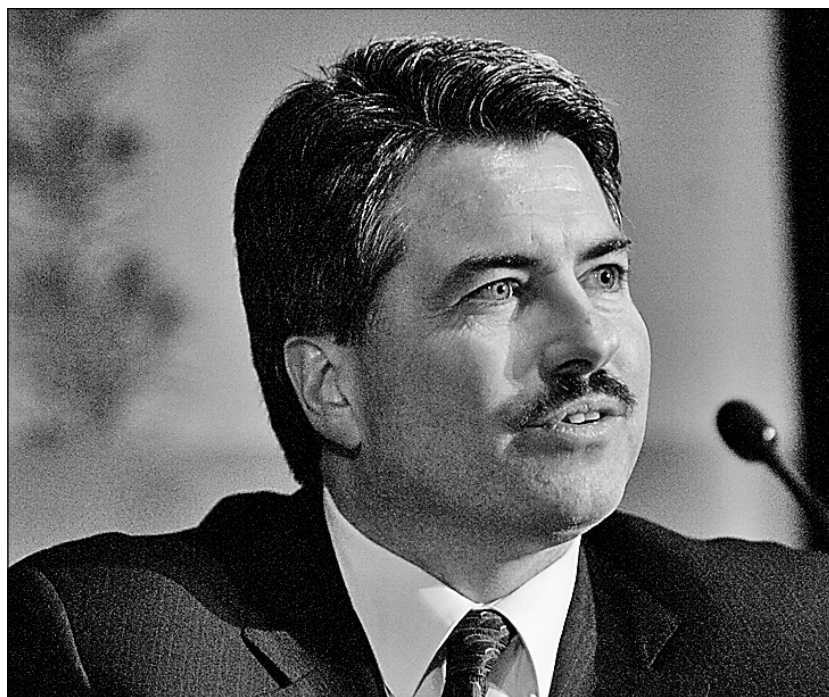


PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

James Lopez, nouveau chef de la direction de Tembec.

vier dernier par le nouveau chef de la direction, James Lopez. Celui-ci avait alors annoncé que cinq usines étaient placées « aux soins intensifs ».

L'entreprise de Témiscaming a précisé hier que « l'amélioration des marges de toutes les usines figure en tête de liste des priorités de ce plan » et que des décisions

doivent être prises « dans tout cas où aucune solution à long terme ne pourrait être mise de l'avant pour y parvenir ».

La direction de Tembec a de plus indiqué qu'elle fera « le suivi du marché et de divers facteurs d'ordre opérationnel et financier afin de déterminer si et quand l'usine pourrait reprendre ses activités ».

# Lafarge North America accepte de se faire racheter

ASSOCIATED PRESS

PARIS — Le géant français du secteur de la construction Lafarge SA a bonifié son offre visant à prendre le contrôle total de sa filiale nord-américaine.

Un comité spécial du conseil d'administration nord-américain de l'entreprise a aussitôt

accepté l'offre, à l'unanimité.

Lafarge a haussé son offre, de 82 \$US par action déposée le 4 avril dernier, à 85,50 \$US. L'offre du 4 avril était déjà supérieure de 9,3 % à une précédente proposition.

Lafarge est le plus important producteur de béton dans le monde et sa division nord-américaine

de Herndon, en Virginie, est le plus important fournisseur de ciment et des produits qui y sont apparentés, de béton prêt à l'emploi, de plaques de placoplâtre, de granulats, d'asphalte et de produits en béton aux États-Unis et au Canada.

Un comité du conseil de Lafarge North America, spécialement mis

# STATISTIQUE CANADA Les publications électroniques gratuites

PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Toutes les publications électroniques de Statistique Canada sont accessibles gratuitement sur son site Internet depuis d'hier.

Dans un communiqué, l'agence fédérale souligne qu'afin de répondre aux besoins d'information des Canadiens, elle a constamment accru la quantité d'information disponible gratuitement sur son site et que cette dernière décision permet d'offrir sans frais plus de 150 publications

électroniques pour lesquelles il fallait payer auparavant.

Statistique Canada continuera toutefois d'exiger des frais pour les versions imprimées des publications ainsi que pour d'autres produits et services électroniques tels que les cédéroms, les tableaux de données spécialisés, les extractions personnalisées de données de CANSIM (Système canadien d'information socio-économique) et la base de données de commerce international de marchandises du Canada.

# Bombardier vend cinq biréacteurs régionaux

PRESSE CANADIENNE

Bombardier Aéronautique a annoncé hier avoir reçu une commande de cinq biréacteurs régionaux CRJ700 d'une valeur totale d'environ 154 millions US.

Cette commande provient de GE Commercial Aviation Services (GECAS), qui louera les appareils à GoJet Airlines, société aérienne de St. Louis, pour son service

United Express. GECAS est la division de financement et de location-exploitation d'avions commerciaux de General Electric. Quatre des achats sont des conversions de commandes conditionnelles de CRJ700 par GECAS, et le cinquième, une nouvelle commande ferme. Avec la livraison de ces cinq avions, GoJet portera sa flotte de CRJ700 à 15 appareils.

# Nouvelle hausse prévue du loyer de l'argent

## LOYER

suite de la page 1

Non, estime Douglas Porter, de BMO Nesbitt Burns, qui retient comme concept un taux de chômage composé par le seuil historique atteint dans chacune des provinces. Ce taux est à 5,4 %, comparativement à 6,3 % enregistré en mars.

Ce concept a ses faiblesses. Déjà, les cinq provinces pétrolières sont près de leurs creux alors que les autres en sont encore éloignées. Si les hausses de salaire ne génèrent pas vraiment d'inflation à l'échelle du pays, c'est beaucoup à cause de la forte appréciation du huard.

Dans son scénario de base établi l'hiver dernier, la Banque le voyait évoluer dans une fourchette de 85 à

87 cents US alors qu'il a franchi cette zone durant une bonne partie de la période. Hier encore, il a terminé à 88,03 \$US, en hausse de 13 centimes.

Cette force de la monnaie fait mal aux manufacturiers exportateurs, mais améliore le pouvoir d'achat de l'ensemble des Canadiens, en rendant plus abordables les marchandises importées.

Cela contribue donc à freiner l'inflation qui évoluait au rythme annuel de 2,2 % le mois dernier tandis que l'indice de référence suivi de près par la Banque était contenu à 1,7 % pour le troisième mois d'affilée.

S'en tenir à l'indice de référence a permis à la Banque de bien contenir l'inflation depuis qu'elle s'est fixé

une fourchette de 1 % à 3 %, en 1991. Cela l'empêche par contre de bien mesurer ce qui se passe maintenant avec l'appréciation du dollar, des produits de base et des hydrocarbures, croit Ted Carmichael, de JP Morgan. L'indice des prix à la consommation évolue au rythme de 2,3 % en moyenne depuis trois ans alors que l'indice de référence évolue au rythme de 1,8 % seulement.

Il est question que la Réserve fédérale américaine se fixe une zone de confort pour l'inflation de 1,5 % à 2 %. En pareil cas, d'autres hausses de taux sont donc à prévoir au sud, ce qui freinerait la poussée du hard et stimulerait l'inflation chez nous.

En somme, il se peut bien que la hausse de ce matin ne soit pas la dernière.

# Falsifier des documents peut coûter cher

## DOCUMENTS

suite de la page 1

M. Larochelle avait en outre porté plainte au criminel. Cette cause s'est elle aussi conclue la semaine dernière : Richard Korzeniewski a été condamné le 20 avril à trois ans et demi de prison par le juge Lucien Roy.

Il s'agissait de la première infraction de Richard Korzeniewski

aux règlements de l'Autorité des marchés financiers, « et sa dernière, car il n'aura plus de permis pour vendre des produits financiers dans l'avenir », a précisé le porte-parole de l'Autorité, Philippe Roy.

C'est la première fois qu'un cas semblable se produit depuis la mise sur pied de l'Autorité des marchés financiers, en 2004, a-t-il ajouté.

Lors de la signature d'un contrat d'assurance vie, M. Roy recommande aux consommateurs de vérifier auprès de l'Autorité que le représentant en assurances possède bien le permis d'exercice nécessaire. Une copie de la police doit être conservée en lieu sûr par le souscripteur. Et comme cette affaire le démontre, mieux vaut informer le bénéficiaire de la police de l'existence du document.

sur pied pour gérer le dossier en février, a recommandé l'acceptation de la dernière offre. Le mois dernier, le comité avait rejeté la première offre de Lafarge de 75 \$US par action.

La maison mère de Lafarge, établie à Paris, entend ainsi acheter la portion de Lafarge North America qu'elle ne détient pas déjà, soit 46,8 %. L'offre bonifiée porte à 7,5 milliards US la valeur de Lafarge North America.

Lafarge SA prolonge son offre jusqu'au 12 mai pour permettre aux investisseurs minoritaires de déposer leurs actions.

# La Caisse mise sur l'Allemagne

## CAISSE

suite de la page 1

Quant à la Deutsche Bank, elle vend des propriétés de son fonds immobilier de 4,1 milliards d'euros pour compenser les retraits des clients du fonds.

La banque, dont le siège est à Francfort, a gelé le fonds de décembre au 3 mars dernier pendant qu'elle réévaluait ses propriétés, ce qui a fini par mener à une dévaluation de ces propriétés de 2,4 %. En mars, les clients du fonds ont retiré 1,36 milliard d'euros après la fin du gel des transactions.

Le 20 mars dernier, la division immobilière de la Deutsche Bank faisait savoir qu'elle avait vendu des bureaux à Paris contre environ 560 millions d'euros, dégageant ainsi un profit de 47 %. Le fonds immobilier de la Deutsche Bank présente un coefficient de liquidité d'environ 20 %, précisait l'entreprise le 19 avril dernier.

Avec Bloomberg

**ACTUEL SANTÉ**  
INFORMATION, PREVENTION, SOLUTION.  
Tous les dimanches dans LA PRESSE

CE QU'ON A LU,  
CE QU'ON EN PENSE.  
**LECTURES**  
Le dimanche dans LA PRESSE

**715** Affaires  
FINANCEMENT

**800** Avis  
AVIS LÉGAUX

**801** Avis  
AVIS DE DISSOLUTION CHANGEMENTS DE NOM

**850** AVIS DE DISSOLUTION CHANGEMENTS DE NOM

**PAUL GIANNETTI AVOCAT LTÉE**  
Soyez avisés que la société d'avocats Paul Giannetti avocat Ltée a été formée le 28 février 2006 et est régie par les règles de la société par actions.

Les membres du Barreau du Québec qui y exercent leurs activités professionnelles ne sont pas personnellement responsables des obligations de la société ou d'un autre professionnel, découlant des fautes ou négligences commises par ce dernier, son préposé ou son mandataire dans l'exercice de leurs activités professionnelles au sein de la société.

**AVIS DE DEMANDE DE DISSOLUTION PRENEZ AVIS** que la compagnie **9111-3985 QUÉBEC INC.**, demandra au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre.

Montréal, le 10 mars 2006  
Marchand Melançon Forget  
Procureurs de la Corporation  
R 850

**PRENEZ AVIS** que la compagnie/**PRENEZ AVIS** que la compagnie **9111-3985 QUÉBEC INC.**, ayant son siège social au 11121 rue Georges Pichit, Montréal, Québec, H1G 5K7, demandra au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre.  
R 850

LAPRESSEAFFAIRES.COM  
Venez discuter de Bourse et d'actualité  
financière. [www.lapresseaffaires.com/forum](http://www.lapresseaffaires.com/forum)



# Shell Canada fait encore le plein de profits

PRESSE CANADIENNE

CALGARY – Grâce aux prix élevés de l'essence et aux profits tirés du raffinage, la société pétrolière Shell Canada limitée a enregistré un bénéfice net de 447 millions de dollars, soit 54 cents par action, au cours du premier trimestre de 2006, comparativement à 417 millions (51 cents par action) à la même période un an auparavant, a-t-elle annoncé hier à Calgary.

Ces résultats sont « légèrement supérieurs aux attentes », a indiqué Andrew Potter, analyste chez UBS Investment Research, dans un avis envoyé aux clients.

La fermeté des prix des marchandises et des marges de raffinage a favorisé cette hausse, a expliqué l'entreprise, rappelant que les résultats du premier trimestre de 2005 comprenaient un rajustement favorable de 59 millions lié à l'utilisation de pertes autres que des pertes

en capital découlant de l'acquisition d'une filiale, Coral Resources Canada ULC.

Les revenus de Shell Canada se sont élevés à 3,44 milliards au cours des trois premiers mois de l'exercice en cours, comparativement à 3 milliards un an auparavant.

Les flux de trésorerie liés à l'exploitation atteignent 722 millions pour les trois premiers mois de 2006, comparativement à 637 millions pour le premier trimestre de 2005, une hausse de 85 millions.

« Notre rendement au premier trimestre témoigne de la vigueur des activités intégrées de Shell Canada », a déclaré Clive Mather, président et chef de la direction de la pétrolière, par voie de communiqué.

« Le secteur des produits pétroliers affiche un bénéfice trimestriel sans précédent. Le secteur exploration et production a accru ses activités de forage et conclu une entente pour lever les contraintes d'infrastructure

touchant les activités de production de gaz des réservoirs étanches. Le remplacement d'une bande transporteuse a influé sur le rendement du secteur des sables bitumineux, mais la production a vite repris à pleine capacité », a-t-il précisé.

Le secteur des produits pétroliers de Shell Canada affiche un bénéfice record de 154 millions pour le premier trimestre de 2006, comparativement à 123 millions à la même période il y a un an.

Le secteur exploration et production a de son côté dégagé lors des trois premiers mois de 2006 un bénéfice de 173 millions, comparativement à 136 millions à la même période en 2005, tandis que celui des sables bitumineux affiche un bénéfice de 120 millions, par rapport à 98 millions.

L'action de Shell Canada a reculé de 81 cents (1,8 %) à la Bourse de Toronto, hier, à 43,93 \$.



PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE ©

La fermeté des prix des marchandises et des marges de raffinage a favorisé la hausse des profits de Shell Canada. Sur la photo, la raffinerie de Shell à Montréal.

# Pas question de hausser la production, tranche l'OPEP

AMÉLIE HERENSTEIN  
ET SAM DAGHER  
AGENCE FRANCE-PRESSE

DOHA – L'OPEP, réunie hier à Doha en marge du Forum international de l'énergie, a renoncé à pomper plus de brut en dépit des cours records, tandis que pays consommateurs et producteurs d'énergie poursuivaient un dialogue qu'ils espèrent efficace à terme dans la prévention des crises.

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ne va pas, comme l'avait proposé la veille le Koweït, mettre à disposition du marché toutes ses capacités de production inutilisées, car elle estime

que le marché est déjà surapprovisionné, a-t-elle indiqué à l'issue de la réunion informelle qu'elle a tenue à Doha.

Elle a toutefois saisi l'occasion pour « réaffirmer (son) engagement ferme et prouvé à fournir un approvisionnement de brut adéquat aux pays consommateurs ».

Les cours ont continué d'évoluer à des niveaux proches des nouveaux records atteints vendredi, à plus de 74 \$US le baril à New York, assurant des recettes en conséquence aux pays producteurs et menaçant de plus en plus la croissance mondiale, selon les grandes institutions internationales.

« C'est le marché qui détermine le

prix », a déclaré le ministre saoudien du Pétrole, et chef de file de l'OPEP, Ali al-Nouaïmi. « Que voulez-vous que nous fassions ? Vous savez comme moi que si le cours est là où il est, ce n'est pas à cause de pénuries d'approvisionnement », a-t-il ajouté.

Son homologue algérien, Chakib Khelil, a été encore plus direct : selon lui, « l'OPEP ne peut rien faire ».

Cette impasse sur la situation à court terme n'a pas échappé aux ministres et responsables de la soixantaine de pays et d'organisations internationales qui assistent au forum.

Ils sont tombés d'accord pour juger que bien qu'aucune pénurie

n'ait été ressentie, les cours du brut sont trop élevés et trop volatils, et que cette constante incertitude est nuisible aux producteurs comme aux consommateurs.

Ils sont également tous d'avis que des investissements massifs seront nécessaires dans les années à venir pour tenir le rythme face à la gigantesque augmentation de la demande d'énergie attendue chez les pays émergents.

Mais le consensus s'arrête là, reconnaissent-ils peu avant la clôture hier soir de leurs débats, qui ont tous évolué autour de la question de la sécurité énergétique. Et la route paraît encore très longue pour parvenir à ce que le marché fonctionne de manière satisfaisante, au moins à moyen ou long terme.

« Il est important de clarifier ce que signifie vraiment le terme *sécurité énergétique mondiale* », a déclaré le secrétaire général par intérim de l'OPEP, Mohammed Barkindo, soulignant qu'il devait s'appliquer à la demande autant qu'à l'offre et cou-

vrir « toute la chaîne d'approvisionnement sur tous les horizons prévisibles ».

Les pays de l'OPEP évoquent amèrement la dégringolade des cours subie en 1986 ou en 1998. Les pays consommateurs répliquent que de telles circonstances ont peu de chances de se reproduire au vu de l'essor que connaît l'Asie.

Ils continuent donc d'appeler à une augmentation des capacités de production, mais se voient reprocher en retour d'avoir trop longtemps négligé leurs raffineries, qui constituent aujourd'hui un gros goulot d'étranglement pour le marché. Aucune raffinerie n'a été construite aux États-Unis depuis 30 ans.

De l'avis des experts, la question des capacités de production excédentaires, qui servent de matelas de sécurité, et sont actuellement jugées trop faibles tant en amont (production) qu'en aval (raffineries), risque de demeurer un sujet brûlant pendant encore plusieurs années.

# Des stations-service gourmandes

AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW YORK – Plusieurs plaintes ont été déposées hier contre des stations-service de New York, accusées de gonfler leurs prix au moment où le coût de l'essence préoccupe déjà au plus au point les Américains.

En signe d'avertissement à toute la profession, l'avocat général Eliot Spitzer, le ministre de la Justice de l'État de New York, a engagé ces poursuites contre trois stations accusées d'avoir imposé des « prix excessifs » dans les jours ayant suivi l'ouragan *Katrina* en septembre. Cette action vise à mettre en garde toutes les stations-service, au moment où les prix du pétrole continuent à croître, en partie en raison d'un possible conflit avec l'Iran. Le prix moyen d'un gallon (3,8 litres) d'essence à New York dépasse les 3 \$US.

M. Spitzer a également appelé la Commission fédérale sur le commerce (FTC) à « poursuivre de manière énergique » l'enquête en cours sur le prix de l'essence et les manipulations du marché.

« S'il faut des lois pour protéger les consommateurs après un désastre naturel, il faut aussi que nous réglementions le comportement des compagnies pétrolières en périodes de prix et de profits sans précédent », a-t-il ajouté.

# L'or noir fait couler beaucoup d'encre

PHILIPPE MERCURE

Tout le monde parle du prix de l'essence. Au point où la nouvelle est devenue l'événement médiatique numéro un sur la planète, dominant les manchettes tant chez nous qu'en Europe, en Asie et aux États-Unis.

La flambée des prix du pétrole et ses impacts sur le portefeuille des automobilistes ont occupé 2,59 % de tout ce qui a été dit ou écrit dans les médias québécois la semaine dernière, reléguant Stephen Harper au deuxième rang avec ses annonces sur l'aide familiale et l'autonomie des provinces.

« On a un peu *mcdonalisé* la nouvelle, qui est la même partout dans le monde » remarque Jean-François Dumas, président d'Influence Communication, entreprise qui décortique le contenu des médias de l'ensemble des pays industrialisés. Aux États-Unis, le prix de l'essence a surpassé la guerre en Irak, la sécurité nationale et l'immigration comme nouvelle nationale numéro un, s'emparant de 3,3 % du temps d'antenne et de l'espace des journaux.

Dans l'ensemble des pays industrialisés, la flambée des prix du pétrole a accaparé 1,66 % de tout l'espace média. Au Québec, l'intérêt des médias pour le prix du pétrole se compare à celui atteint en septembre dernier, au plus fort de la crise exacerbée par le passage de l'ouragan *Katrina* aux États-Unis.

« Un paquet d'entreprises en avaient alors profité pour annoncer des coupes d'emplois. C'est du camouflage », dit M. Dumas.

Série 3

Limite de 6 par client.

Découvrez 30 ans d'innovation et de raffinement grâce à cette berline sport de luxe. Première de classe pour la tenue de route et entièrement redessinée en 2006, la BMW de Série 3, l'expérience d'une vie chaque fois que vous prenez le volant.

BMW 323i 2006 à partir de

**0\$** COMPTANT | INCLUANT LE TRANSPORT ET LA PRÉPARATION | AINSI QUE LE PROGRAMME D'ENTRETIEN. **605\$** /mois pendant 36 mois

**Montréal**  
BMW Canbec  
4090, rue Jean-Talon Ouest  
(514) 731-7871  
[www.bmwcanbec.com](http://www.bmwcanbec.com)

**Banlieue Ouest**  
Automobiles Jalbert  
16710, aut. Transcanadienne  
Kirkland  
(514) 695-6662  
(514) 343-3413  
[www.jalbert-auto.qc.ca](http://www.jalbert-auto.qc.ca)

**Laval**  
BMW Laval  
2450, boul. Chomedey  
(450) 682-1212  
(514) 990-2269  
[www.bmwval.com](http://www.bmwval.com)

**Rive-Sud**  
Park Avenue BMW  
8400, boul. Taschereau Ouest  
Brossard (450) 445-4555  
Montréal (514) 875-4415  
[www.parkavenuebmw.com](http://www.parkavenuebmw.com)

**Rive-Sud**  
BMW Sainte-Julie  
1633, boul. Armand-Frappier  
(450) 922-1633  
(514) 875-4400  
[www.bmwstejulie.com](http://www.bmwstejulie.com)

BMW 323i  
[www.bmw.ca](http://www.bmw.ca)

Le plaisir de conduire.™

Les taux de location sont ceux offerts par Services Financiers BMW sur approbation de crédit uniquement quant au modèle BMW 323i 2006 en stock. Le PDSF pour le modèle BMW 323i 2006 de base est de 35 200 \$. \*Pour une location de 36 mois comportant une mensualité de 605 \$, un montant de 1 299 \$ est exigé à la signature du contrat de location (ces montants incluent le dépôt de sécurité, la première mensualité, et excluent les frais d'administration du concessionnaire et l'enregistrement d'une hypothèque mobilière). Le taux de location applicable est de 7,45 %. Le coût de l'enregistrement du véhicule, les frais d'immatriculation, les options, l'assurance et les taxes applicables sont en sus. La valeur résiduelle du véhicule à l'échéance du terme est de 21 472 \$. La mensualité varie selon le montant emprunté et la valeur de la reprise. Le kilométrage annuel alloué est de 20 000 km; 0,15 \$ du kilomètre excédentaire. Des frais peuvent être exigés pour usage excessif. Offre soumise à disponibilité. Le véhicule doit être livré au plus tard le 30 juin 2006. Photo à titre indicatif seulement. Les modèles BMW 2006 achetés au Canada d'un concessionnaire BMW autorisé sont couverts par un programme d'entretien sans frais de 4 ans ou 80 000 kilomètres, selon la première éventualité.

LA PRESSE AFFAIRES

INONDÉE DE PLAINTES

# Hydro s'en prend à la Régie

HÉLÈNE BARIL

Hydro-Québec est dans le pétrin et elle estime que c'est à cause de la Régie de l'énergie.

Inondée de requêtes de clients qui veulent savoir comment la hausse de tarifs du 1<sup>er</sup> avril dernier a été appliquée à leurs factures, la société d'État demande à la Régie de l'énergie de clarifier deux de ses décisions qui se contredisent et qui vont lui coûter cher.

Les demandes de révision de factures reçues depuis l'entrée en vigueur de la dernière augmentation de tarifs coûtent 6 \$ chacune à traiter, se plaint la division Distribution dans la requête qu'elle vient d'envoyer à l'organisme de réglementation. Hydro a reçu, jusqu'à maintenant, 7000 demandes de correction de facture depuis le 1<sup>er</sup> avril, et les clients ont encore jusqu'à la fin juillet pour le faire.

À l'origine de cette confusion, il y a une décision concernant le couple Déziel-Lavoie de Terrebonne. Lors de la hausse du premier avril 2004, le couple a contesté la façon dont Hydro avait calculé le montant de sa facture au pro rata de leur consommation, avant et après l'augmentation. Le couple arguait que, comme les jours précédant le 1<sup>er</sup> avril sont généralement plus froids que ceux qui suivent, il payait plus que prévu.

La Régie lui a donné raison. Cette règle du pro rata a été approuvée par la Régie de l'énergie, comme d'ailleurs la date d'entrée en vigueur des hausses de tarifs le 1<sup>er</sup> avril. Hydro est donc obligée de se conformer aux règles et de rembourser les clients qui demandent une révision pour éviter d'être facturé en trop à cause de ces règles.



PHOTO PHIL NOBLE REUTERS

Les demandes de révision de factures reçues depuis l'entrée en vigueur de la dernière augmentation de tarifs coûtent 6 \$ chacune à Hydro-Québec.

Il s'agit d'une différence minime, plaide Hydro. Pour 91,2 % de la clientèle, l'impact de l'application de la hausse de tarifs est inférieure à 50 cents pour chaque 1 % d'augmentation, c'est-à-dire moins de 2,65 \$ pour la hausse de 5,3 % entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> avril dernier. Dans le cas du couple de Terrebonne qui a eu gain de cause devant la Régie, le remboursement obtenu d'Hydro s'élevait à 70 cents.

« Les gains monétaires découlant d'une lecture du compteur au 31 mars (...) sont largement inférieurs aux coûts additionnels gé-

nés par le traitement de cette information », fait valoir la société d'État à la Régie.

**Des options coûteuses**

Les autres options, soit l'installation de compteurs intelligents capables de lire la consommation en temps réel, ou le changement de la date d'entrée en vigueur des hausses de tarifs du 1<sup>er</sup> avril au 1<sup>er</sup> juillet, seraient beaucoup plus coûteuses pour les clients, soutient Hydro, qui refile tous ses coûts supplémentaires à sa clientèle.

Le changement des compteurs

coûterait 150 millions de dollars à Hydro, soit 50 \$ par client, a calculé la société. L'application des hausses le 1<sup>er</sup> juin ou le 1<sup>er</sup> septembre, plutôt que le 1<sup>er</sup> avril, aurait pour effet d'augmenter le coût du capital de 800 000 \$ par mois de report. Il en coûterait donc à Hydro (et à sa clientèle) 1,6 million de plus pour reporter les hausses au 1<sup>er</sup> juin et 3,2 millions pour les reporter au 1<sup>er</sup> septembre.

Quant à continuer d'encourager les consommateurs à faire la relève de leurs compteurs la veille d'une augmentation et a deman-

der une révision de leurs factures à chaque augmentation de tarifs, c'est la plus coûteuse des options, dit Hydro. Un employé doit passer en moyenne 7 minutes sur chaque demande de révision, ce qui coûte 6 \$ par client compte tenu d'un coût de main-d'oeuvre de 50 \$ l'heure.

En tenant compte des coûts liés à l'envoi des cartes d'autorelevé, aux communications et à la charge additionnelle des centres d'appels, le coût du statu quo est très élevé, soutient Hydro. Encourager l'autorelevé à chaque augmentation de tarifs est aussi inéquitable pour les clients qui n'ont pas accès à leur compteur ou qui sont incapables de la faire.

Hydro-Québec estime que l'entrée en vigueur des hausses de tarifs le 1<sup>er</sup> avril et la règle du pro rata utilisée partout ailleurs sont favorables à la clientèle. Elle a donc demandé de dissiper la confusion découlant de ses décisions contradictoires et de confirmer le bien-fondé de ces deux règles qui ont déjà été débattu publiquement avant d'être entérinées.

Hydro aurait voulu que la Régie clarifie sa position avant le 30 juin prochain, pour lui permettre de préparer sa prochaine demande de hausse de tarifs, qui doit être déposée en août.

La Régie de l'énergie a dit non. Il n'y a pas d'urgence à discuter de ces questions, qui seront traitées lors la prochaine cause tarifaire, a-t-elle répondu à Hydro. La Régie conseille à la société d'État de préparer sa prochaine augmentation en se basant sur les règles existantes, soit l'entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> avril et le calcul de l'augmentation au pro rata de la consommation avant et après cette date.

## La CDP et CGI se remarient

PRESSE CANADIENNE

La Caisse de dépôt et placement du Québec et le Groupe CGI ont annoncé aujourd'hui hier qu'ils renouvèlaient pour deux ans leur contrat d'impartition des technologies de l'information (TI) évalué à 50 mil-

lions de dollars. Les services couverts par cette entente comprennent entre autres la gestion de l'infrastructure, les services de production, un « guichet de service unique », un soutien à la bureautique, l'entretien d'un grand nombre d'applications d'affaires ainsi que le dévelop-

pement et l'intégration de solutions. CGI fournira également des services-conseils en technologies de l'information.

Ce renouvellement couvrira la période de septembre 2006 à août 2008. Les deux entreprises collaborent depuis 1996.

## Succès cliniques pour CryoCath

CryoCath Technologies a profité d'une conférence en Allemagne pour présenter des résultats positifs lors d'études commerciales réalisées avec un produit clé, le cathéter Arc-

tic Front. La société montréalaise, spécialisée dans le traitement des maladies cardiovasculaires, développe cet outil visant à traiter la fibrillation auriculaire (FA), un type

d'arythmie cardiaque fréquent chez les personnes âgées de 60 ans et plus. La présentation faite le samedi 22 avril à Mannheim a permis à deux médecins allemands de communiquer des résultats encourageants pour l'entreprise.

Michel Munger

## Le PDG de Victhom s'en va et vend ses actions... en partie

RICHARD DUFOUR  
LAPRESSEAFFAIRES.COM  
COLLABORATION SPÉCIALE

Quelques jours seulement après avoir annoncé qu'il quittait son poste de PDG chez Victhom Bionique Humaine à la fin de mars, Benoît Côté a vendu plus de 50 000 actions de la compagnie.

M. Côté a vendu par l'entremise d'une société à numéro 53 700 actions ordinaires au prix de 1,15 \$ entre le 6 et le 10 avril. Il en détient encore 1 695 053 grâce à cette société privée en plus d'en posséder d'autres en son nom personnel.

Victhom Bionique Humaine est une entreprise de Québec qui se spécialise dans la mise au point de dispositifs bioniques pour le traitement de dysfonctions physi-

ques. Benoît Côté maintiendra toutefois un lien d'affaires avec l'entreprise en tant que membre du conseil d'administration ainsi que dans un rôle de conseiller spécial.

Le 30 mars dernier, Benoît Côté avait indiqué vouloir se retirer de ses fonctions de PDG au moment où l'entreprise avait atteint une nouvelle étape de son développement.

**G S**

MOTEUR V6 3,0 LITRES DE 245 CHEVAUX . TRANSMISSION AUTOMATIQUE À 6 RAPPORTS À LEVIER SÉQUENTIEL ET COMMANDE ÉLECTRONIQUE AVEC INTELLIGENCE (ECT-i) . SYSTÈME SMARTACCESS AVEC DÉMARRAGE À BOUTON-POUSSOIR . SYSTÈME AUDIO HAUT DE GAMME LEXUS DE 10 HAUT-PARLEURS AVEC CORRECTEUR AUTOMATIQUE DE NIVEAU SONORE ET CHANGEUR AUTOMATIQUE DE SIX CD À CHARGEMENT UNIQUE MONTÉ DANS LE TABLEAU DE BORD . VOLANT ET POMMEAU DE LEVIER DE VITESSES GAINÉS DE CUIR . PANNEAU DE TOIT TRANSPARENT RELEVABLE ET COULISSANT À COMMANDE ASSISTÉE AVEC OUVERTURE ET FERMETURE À UNE TOUCHE ET ÉCRAN PARE-SOLEIL COULISSANT . DISPOSITIF DE CONTRÔLE DE LA STABILITÉ DU VÉHICULE (VSC) . RÉPARTITEUR ÉLECTRONIQUE DE FORCE DE FREINAGE (EBD) . RÉGULATEUR DE TRACTION (TRAC)

LEXUS GS 300 RWD 2006

**598\$** PAR MOIS  
LOCATION 48 MOIS  
0 \$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

**2,9%** FINANCEMENT À L'ACHAT  
OU À LA LOCATION

**LEXUS**  
À LA CONQUÊTE DE LA PERFECTION.



GABRIEL LEXUS, ST-LAURENT (514) 747-7777 LEXUS LAVAL, LAVAL (450) 686-2710 PRESTIGE LEXUS, BROSSARD (450) 923-7777 SPINELLI LEXUS, LACHINE (514) 634-7171 SPINELLI LEXUS, POINTE-CLAIRE (514) 694-0771

\* Mensualité de location pour une Lexus GS 300 RWD 2006 : 598 \$ / 48 mois - Acompte ou échange équivalent : 9 995 \$. Dépôt de sécurité : 0 \$. Financement à l'achat ou à la location : 2,9 % pour 48 mois. PDSF : 64 300 \$. Cette offre s'applique à des plans de location de 48 mois de SFL, sur approbation du crédit. Cette offre s'applique uniquement aux véhicules en stock chez le concessionnaire et ne peut être combinée à aucune autre offre. Limite de kilométrage : 24 000 km par an. Frais de 0,15 \$ pour chaque kilomètre supplémentaire (0,10 \$ par kilomètre si convenu au moment de la signature du contrat de location). Frais de transport et de préparation en sus. Taxes, immatriculation et assurances en sus. Le concessionnaire peut vendre ou louer à un prix moindre. Voyez votre concessionnaire Lexus le plus près pour plus de détails. Les offres prennent fin le 1<sup>er</sup> mai 2006. Le modèle peut être montré avec un équipement en option.

# L'ex-PDG d'Enron réfute les accusations

## Il montre du doigt son ex-directeur financier

AGENCE FRANCE-PRESSE

**HOUSTON** – Kenneth Lay, ex-PDG du groupe de courtage en énergie Enron, a chargé hier son ancien directeur financier Andrew Fastow, qu'il a accusé de porter la responsabilité de la faillite du groupe en décembre 2001.

Au premier jour de son interrogatoire, Ken Lay a qualifié de « ridicules », les six chefs d'accusation retenus contre lui et affirmé que « tout a commencé avec les mensonges d'Andy Fastow ».

Il a aussi estimé que des opérations de spéculation boursière et des articles de presse défavorables avaient contribué à l'effondrement du groupe.

Par moments indigné et à d'autres en colère, Kenneth Lay, 64 ans, a estimé que ce n'était pas tant la quantité d'argent détournée par Andrew Fastow qui était en cause mais plutôt « ce qu'il a fait pour le voler » qui a provoqué « une érosion de la confiance dans un marché déjà effrayé ».

La faillite d'Enron, dont la capitalisation boursière juste avant la faillite atteignait 100 milliards de dollars américains, est devenue emblématique des excès des entreprises américaines à la fin des années 90.

Le procès de Kenneth Lay et de son ex-adjoint Jeffrey Skilling — qui avait également été brièvement PDG avant la faillite du groupe — s'est ouvert en janvier et les deux hommes risquent plusieurs années de prison s'ils sont jugés coupables.

Andrew Fastow a déjà plaidé coupable dans le cadre d'un accord avec l'accusation et encourt plusieurs années de prison. Il avait affirmé lors de son témoignage en mars avoir prévenu ses supérieurs des complexes montages financiers qu'il avait mis en place pour dissimuler les pertes du groupe.

Hier, Kenneth Lay — qui avait fondé Enron dans le milieu des années 80 — a admis que le groupe connaissait quelques problèmes financiers avant de faire faillite, tout en affirmant que « les données fondamentales de l'entreprise étaient solides ».

Il a estimé que ces problèmes avaient été aggravés par la soudaine démission de Jeffrey Skilling en août 2001, six mois après qu'il eut été nommé PDG pour le remplacer.

Lors de sa propre déposition, Jeffrey Skilling, 52 ans, avait confié avoir démissionné car il pensait avoir rassemblé sur son nom l'hostilité des critiques du groupe et « avait perdu sa crédibilité à Wall Street » après avoir insulté un ana-

lyste financier au cours d'une conférence téléphonique.

Kenneth Lay avait été contraint de reprendre les rênes d'Enron après le départ de Jeffrey Skilling, sans toutefois parvenir à empêcher la faillite en décembre.

Hier, il a estimé à mots couverts que cette décision de reprendre la direction du groupe avait été une erreur. « Si je ne l'avais pas fait, je ne serais pas là aujourd'hui » devant le tribunal, a-t-il dit.

Kenneth Lay était l'une des figures de la haute société de Houston, la grande ville texane où Enron avait son siège social.

Répondant aux questions de son avocat George Secrest, Kenneth Lay a jugé que sa principale faiblesse était d'être trop optimiste. « Les gens n'aiment pas les dirigeants pessimistes », a-t-il dit.

Il a rappelé que les vérificateurs et les avocats avaient considéré légitimes les structures financières créées par Andrew Fastow mais qu'« on ne peut pas se protéger contre quelqu'un qui se révèle être un menteur et un voleur ».

Plusieurs milliers d'investisseurs et d'employés s'étaient retrouvés ruinés par la faillite d'Enron. Kenneth Lay avait continué à les inciter à y investir leur argent jusqu'au dernier moment, affirmant qu'il avait confiance dans les perspectives financières de son entreprise.



PHOTO F. CARTER SMITH, BLOOMBERG NEWS ©

**Kenneth Lay, ex-PDG du groupe de courtage en énergie Enron, et sa femme Linda, à leur arrivée à la cour de Houston, hier.**

## MICROSOFT EN EUROPE

# Le procès des accusations mutuelles

DOROTHÉE MOISAN  
AGENCE FRANCE-PRESSE

**LUXEMBOURG** – Microsoft et la Commission européenne se sont accusés mutuellement hier d'induire la justice européenne en erreur à coup d'arguments spécieux ou d'études faussées, au premier jour d'un procès dont Microsoft espère qu'il fera annuler sa condamnation pour abus de position dominante.

En mars 2004, la Commission avait condamné l'entreprise à une amende record de 497 millions d'euros (près de 700 millions de dollars canadiens au cours actuel), et l'avait contraint à commercialiser son système d'exploitation vedette Windows sans le logiciel audio-vidéo Media Player.

Elle lui avait également imposé de partager plus d'informations techniques avec ses concurrents afin qu'ils puissent élaborer aisément des logiciels compatibles avec Windows.

Alternant plaidoiries et savants exposés techniques devant le Tribunal de première instance de la Cour européenne de justice, c'est Microsoft qui a ouvert le feu hier matin sur le volet Media Player, suivi dans l'après-midi par la Commission.

Selon le Belge Jean-François Bellis, l'un des deux avocats représentant Microsoft, le flop qu'a connu XPN, la version de Windows sans lecteur audio-vidéo mise sur le marché à la demande de la Commission, démontre l'absurdité de la condamnation de 2004.

Selon lui, depuis la commercialisation de XPN à l'été 2005, les fabricants de PC n'ont pas livré un seul ordinateur équipé de ce système d'exploitation. Seuls 1787 exemplaires ont été vendus directement aux particuliers, soit seulement 0,005 % des ventes de Windows en Europe.

Selon M<sup>e</sup> Bellis, « le résultat est clair : il n'y a pas de demande pour une version de Windows sans la fonctionnalité multimédia. La décision (de la Commission) doit par conséquent être annulée ».

Mais selon l'avocat de la Commission, Peer Hellström, « Microsoft n'a apporté aucune preuve technique » de ce qu'il avance.

Windows et Media Player (encore connu sous le sigle WMP) ne constituent en rien « un bloc indivisible » et peuvent tout à fait être vendus séparément, selon lui. Le groupe américain a tout à fait le droit d'intégrer de nouvelles fonctions dans Windows, mais il doit laisser le choix au consommateur et aux fabricants d'ordinateurs.



Mercedes-Benz

Mercedes-Benz 2006

## Le Cercle du Président

Mercedes-Benz Canada a le plaisir d'annoncer la nomination de **Jean Fiset de Mercedes-Benz Laval** au Cercle du Président pour l'année 2006.

Cette distinction prestigieuse est décernée aux 22 meilleurs conseillers en ventes du pays pour leurs résultats exceptionnels et leur service à la clientèle exemplaire au cours de l'année.



Mercedes-Benz Laval 3131, Autoroute Laval 440 Ouest (450) 681-2500

© Mercedes-Benz Canada Inc., 2006.

### DÉJEUNER-CAUSERIE

## Le partenariat Bavière-Québec : un tremplin pour les affaires au coeur de l'Europe

### Hans Spitzner

Ministre-délégué à l'Économie aux Infrastructures, aux Transports et à la Technologie de la Bavière

Le Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM) et la Représentation de l'État de Bavière au Québec vous convient à un déjeuner-causerie en compagnie du Ministre-délégué à l'Économie, aux Infrastructures, aux Transports et à la Technologie de la Bavière, M. Hans Spitzner.

**Le mardi 2 mai 2006 de 11h30 à 14h00**

Après son allocution, Monsieur Spitzner répondra aux questions de l'auditoire.

Hôtel Omni Mont-Royal  
Salon des Saisons  
1050, rue Sherbrooke Ouest  
Montréal (Québec)

**Admission :**  
Membre CORIM : 55.00\$  
Non-Membre : 80.00\$  
Table (8) Membres CORIM : 390.00\$  
Table (8) Non-Membres : 580.00\$

**Inscription : www.corim.qc.ca**  
**Information : (514) 340-9622**

**Avec l'appui de :**



**Avec la collaboration de :**



### DÉJEUNER-CONFÉRENCE

Titre de son allocution :  
**« La performance des groupes coopératifs dans une économie globalisée »**  
**Le lundi 1<sup>er</sup> mai, à midi**  
**Hôtel Fairmont Le Reine Élisabeth, Grand Salon 900, boul. René-Lévesque Ouest, Montréal**



**Jean-Guy Langelier**  
Président et chef de l'exploitation  
Caisse centrale Desjardins  
Chef de la Trésorerie  
Mouvement des caisses Desjardins

**Partenaire principal :** Bell Canada  
**Commanditaires de saison :** Financière Sun Life  
RBC Groupe Financier

**Commanditaire d'événement :** Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.

**Billets**

- Non-membre : 86,50 \$ (taxes incluses)
- Table de 8 : 644,14 \$ (taxes incluses)
- Table de 10 : 805,18 \$ (taxes incluses)

**Réservations avant le jeudi 27 avril 2006, à midi**  
**www.canadianclub-montreal.ca ou (514) 398-0333**



DR. MARC GARNEAU



JOHN WATSON

**Calgary, Alberta, Canada – Au nom du Conseil d'administration, le président exécutif, Dennis A. Sharp, est heureux d'annoncer la nomination de Marc Garneau et de John D. Watson au Conseil d'administration de UTS.**

Le Dr Garneau a complété une carrière éminente au sein de la marine canadienne et fut un des six astronautes choisis en 1983 pour faire partie du Programme des astronautes canadiens. En 1984, le Dr Garneau est devenu le premier astronaute canadien à voler dans l'espace où il a passé près de 700 heures au cours de trois missions spatiales. Jusqu'à tout récemment, le Dr Garneau était président de l'Agence spatiale canadienne et est présentement chancelier de l'Université Carleton. Le Dr Garneau a reçu de nombreux prix et médailles au cours de sa carrière, dont celui de Compagnon de l'Ordre du Canada en 2003.

Le Dr Garneau a reçu un baccalauréat en sciences en génie physique du Collège militaire royal du Canada en 1970 et un doctorat en génie électrique du Imperial College of Science and Technology, de Londres, en Angleterre en 1973.

M. Watson a connu une carrière très fructueuse dans le domaine de l'industrie pétrolière et a récemment pris sa retraite de son poste de vice-président exécutif et directeur financier de EnCana Corporation, une carrière qui s'est étendue sur quelque 30 années sans interruption au sein de l'Alberta Energy Corporation (« AEC »), le prédécesseur de la société qui devait devenir par la suite EnCana. M. Watson a été un des grands défenseurs de la fusion historique entre PanCanadian Petroleum et AEC. Il est membre du Comité de la vérification de la Province de l'Alberta, président de la Commission de police de Calgary et un des lauréats du "City of Calgary's 2003 Award for Commerce". M. Watson a également agi comme lieutenant honoraire du Colonel of the "South Alberta Light Horse Regiment".


M. Watson est membre de l'Association des comptables agréés de l'Alberta. Il détient un baccalauréat en arts de l'Université Concordia et une maîtrise en administration des affaires de la Queen's University.

Avec une capitalisation boursière de quelque 3,0 milliards de dollars, UTS Energy Corporation cible ses activités sur la croissance et le développement des sables bitumineux. La Société a eu un rôle important à jouer dans la relance du projet des sables bitumineux de Fort Hills et elle est la principale fondatrice de la Fort Hills Energy Partnership. Ce partenariat est composé de Petro-Canada qui détient 55 pour cent des intérêts en tant qu'exploitant, UTS avec 30 pour cent de participation de concessionnaire et Teck Cominco Limited avec 15 pour cent de participation de concessionnaire.

UTS Energy a son siège social à Calgary, en Alberta. Les actions ordinaires de la compagnie (UTS) se transigent à la Bourse de Toronto.

UTS ENERGY CORPORATION







Mercedes-Benz 2006

# Le Cercle du Président

Mercedes-Benz Canada a le plaisir d'annoncer la nomination de **Denis Baril d'Automobiles Chicoine Inc.** au Cercle du Président pour l'année 2006.



Cette distinction prestigieuse est décernée aux 22 meilleurs conseillers en ventes du pays pour leurs résultats exceptionnels et leur service à la clientèle exemplaire au cours de l'année.



Automobiles Chicoine Inc. 855 rue Johnson (450) 771-2305

© Mercedes-Benz Canada Inc., 2006.

## AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS - ENCANS

### SOUMISSIONS PUBLIQUES

#### Traitements antirouille pour autobus urbains

**Documents disponibles :** paiement seulement par chèque visé ou mandat à l'ordre de la STM au montant de 50 \$, non remboursable, au 8845, boul. St-Laurent, réception, Montréal, à compter du **mardi 25 avril 2006**, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h à 15 h 30.  
**Information :** (514) 280-4904.

**Dépôt des soumissions :** STM, 800, de La Gauchetière O., bur. 8100, portail Nord-Est, Montréal, au plus tard le **mercredi 10 mai 2006 à 15 h.**

**Garantie de soumission :** 20 000 \$. La STM ne s'engage à accepter, ni la plus favorable, ni aucune des soumissions.  
**Référence :** STM-3185-03-06-18

Louise Pouliot  
Secrétaire adjointe



### MISE AU POINT

Veillez noter les corrections suivantes:  
Dans le cahier publicitaire **La belle vie à bon prix** en vigueur du 24 au 28 avril 2006,  
**Page 10 (CC044F306):** Coordonnés Tout pour la maison 'Silence'. **CORRECTION:** Les articles en vedette ne sont pas disponibles dans tous les magasins.  
**Page 12 (CC044F506) Page 6 (CC044F306):** Ensemble 5 pièces Céline Dion Belong - Cadeau pour la fête des Mères à 50 \$ (une valeur de 80 \$). **CORRECTION:** Le prix affiché est erroné. L'ensemble-cadeau sera offert à 39,99 \$ l'unité.  
**Page 31 (CC044F506):** Ens. meuble pour téléviseur et tour audio Phantom®, Rég. Sears 629,98 \$, liquidé à 429,98 \$. **CORRECTION:** Les articles sont vendus séparément. Le meuble pour télé est ord. à 329,99 \$ en liquidation à 229,99 \$ et le meuble audio est ord. 299,99 \$ liquidé à 199,99 \$.  
**Page 32 (CC044F506):** Rabais de 150 \$ sur mobilier de salle à manger Diego 5 pièces. Desserte assortie également en solde. **CORRECTION:** La desserte assortie n'est pas disponible.  
**Page 20 (CC044F506) Page 10 (CC044F306):** Rabais 30% sur presque toutes les chaussettes Fresh FeetMD et toutes les chaussettes sport R&RTM/MC Sport, Nike, WilsonMD et DockersMD à prix ordinaire pour hommes. **CORRECTION:** L'annonce devrait indiquer: A l'exclusion de tous les articles des programmes 'Valeur' Sears dont le prix se termine par 97.  
Pour notre cahier publicitaire **Centre du foyer** en vigueur du 24 avril au 12 mai 2006,  
**Page 1 (VE044V306):** L'offre 'vous avez 5 ans pour payer, avec la carte Sears, pour produits de rénovation, installés. Payez en 60 mensualités égales, sans intérêt, à partir du mois suivant l'installation... **CORRECTION:** L'offre aurait dû se lire: Vous avez 5 ans pour payer, avec la carte Sears pour produits de rénovation, installés. Payez en 60 mensualités égales à partir du mois suivant l'installation... le taux annuel est de 9,9%...  
Nous sommes sincèrement désolés de tout inconvénient que ces erreurs ont pu causer à nos clients.



### Commission scolaire des Laurentides

Service des ressources matérielles

**PROJETS: Réfection de toiture (partie)**

**Appel d'offres 06-07-19**  
Polyvalente des Monts  
101, rue Légaré  
Sainte-Agathe-des-Monts

**Appel d'offres 06-07-20**  
École secondaire A.-N.-Morin  
258, Ste-Adèle  
Sainte-Adèle

**ARCHITECTE: Mario Allard**  
109, rue Principale  
Saint-Sauveur

**DOCUMENTS DISPONIBLES:**  
Le jeudi 11 mai 2006 à 10 hres (salle 3)  
À la Commission scolaire des Laurentides.

**RÉCEPTION ET OUVERTURE DES SOUMISSIONS:**  
Le jeudi 11 mai 2006 à 10 hres (salle 3)  
À la Commission scolaire des Laurentides.

**CAUTIONNEMENT:** Dix pour cent (10%) par chèque visé ou Cautionnement émis par une firme autorisée. Valable pour une période de soixante (60) jours.

**PROPRIÉTAIRE:** Commission scolaire des Laurentides  
13, rue Saint-Antoine  
Sainte-Agathe-des-Monts (Québec)  
J8C 2C3  
Téléphone: (819) 326-0333, poste 2042  
Télécopieur: (819) 326-2121

Cet appel d'offres représente un abrégé des textes d'appels d'offres officiels inclus aux documents remis aux soumissionnaires.

La Commission scolaire des Laurentides ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues, ni à encourir aucuns frais ni aucune obligation envers le ou les soumissionnaire(s).

**Réal Leclerc**  
Directeur

### SOUMISSIONS PUBLIQUES

#### Fourniture de deux camions avec châssis-cabine de marque Ford équipés d'une nacelle, d'une fourgonnette tronquée de marque Ford et d'un camion de marque Freightliner ou International avec une grue


**Documents disponibles :** paiement seulement par chèque visé ou mandat à l'ordre de la STM au montant de 50 \$, non remboursable, au 8845, boul. St-Laurent, réception, Montréal, à compter du **mardi 25 avril 2006**, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h à 15 h 30.  
**Information :** (514) 280-4909.

**Dépôt des soumissions :** STM, 800, de La Gauchetière O., bur. 8100, portail Nord-Est, Montréal, au plus tard le **jeudi 11 mai 2006 à 15 h.** Ouverture publique suivra.

**Rencontre d'information :** le **mardi 2 mai 2006, à 11 h, 8845, boul. St-Laurent, 5<sup>e</sup>, salle La Négô, Montréal.**

**Aucun cautionnement de soumission requis.** La STM ne s'engage à accepter, ni la plus favorable, ni aucune des soumissions.  
**Référence :** STM-3197-04-06-60


Louise Pouliot  
Secrétaire adjointe

# VENNE

Louez à partir de **339\$/mois** (taxes en sus)

**OBTENEZ gratuitement 1 000 \$ d'équipements**



## Ford crew cab F150 2006 XLT

94, rue Notre-Dame, Repentigny (450) **581-0120**

[www.venneford.com](http://www.venneford.com)

\* Voir représentant pour détails. Offre se termine le 28 Avril 2006

### FONDATION ARMAND-FRAPPIER

Pour l'avancement de la recherche en santé


Dans la lutte contre les maladies infectieuses et face aux enjeux en santé publique...  
... votre don peut faire la différence!

[www.fondation-afrapper.qc.ca](http://www.fondation-afrapper.qc.ca) - 450-686-5360



# SUDOKU 201 / L'ÉNIGME

## PLUS QU'UN RECUEIL DE GRILLES



Michel Durand  
Gilbert Emond

96 grilles à solutionner dont 16 samourai

POUR LES ABONNÉS LA PRESSE

**cyberpresse.ca/privilèges**

JUSQU'À 30% DE RABAIS SUR CE PRODUIT

Offert en librairie

Les Éditions LA PRESSE

### BEAUCONSFIELD

Appel d'offres

Le Directeur des affaires publiques et Greffier de la Ville de Beaconsfield recevra, sous pli cacheté, au plus tard le 11 mai 2006 à 10h00, à l'hôtel de Ville de Beaconsfield 303, boulevard Beaconsfield, Beaconsfield, Québec, des soumissions pour:

**TP 2006-004 FOURNITURE DE DEUX (2) VOITURES 2007 DE MARQUE TOYOTA, MODÈLES 'YARIS' OU 'PRIUS', SEDAN, 4 PORTES**

**TP 2006-005 FOURNITURE DE TROIS (3) VÉHICULES DE MARQUE CHEVROLET 2007, MODÈLE SILVERADO 1500 (EXTRA CAB)**

Toutes les conditions du présent appel d'offres sont contenues dans les documents qui sont disponibles pour consultation et peuvent être obtenus entre 8h00 et 16h45, du lundi au jeudi et 8h00 et 12h00 le vendredi, à compter du 25 avril 2006 en s'adressant au comptoir «accueil et information» à l'hôtel de Ville de Beaconsfield, 303, boulevard Beaconsfield, Beaconsfield (Québec) H9W 4A7.

Seules les personnes, sociétés, compagnies et corporations qui auront obtenu le document d'appel d'offres directement de l'hôtel de ville, sont admises à soumissionner.

Les soumissions, sous enveloppe scellée avec mention "APPEL D'OFFRES" devront parvenir en duplicata au bureau du Directeur des affaires publiques et Greffier de la Ville de Beaconsfield, 303, boulevard Beaconsfield, Beaconsfield (Québec), avant 10H00 le 11 mai 2006 et seront ouvertes publiquement le même jour après 10H05 à l'hôtel de Ville.

Pour toute information supplémentaire, veuillez communiquer avec M. Sylvain Bergeron, contremaître Travaux publics, au (514) 428-4500.

La Ville de Beaconsfield ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assumera aucune obligation ni aucuns frais d'aucune sorte envers le ou les soumissionnaires.

**Johanne Legault**  
Directeur des affaires publiques et Greffier

## Appel d'offres

Société immobilière du Québec

### Recherche d'un atelier de mécanique à Laval

**DOSSIER N° 106329**


**Description et localisation :** La Société immobilière du Québec désire louer, selon un bail de 5 ans, un atelier de mécanique d'une superficie utilisable minimale de 600 m.c., mesuré selon ses normes de mesurage. Cet espace d'atelier diot être situé au rez-de-chaussée, sur un seul étage, sans dénivellation. L'espace doit être situé à l'intérieur du périmètre délimité comme suit : au nord, le boul. Dagenais et son prolongement sur le boul. Bellerose; au sud, le boul. Saint-Martin; à l'est, le boul. des Laurentides; à l'ouest, le boul. Curé-Labelle.

Les immeubles soumis doivent être conformes aux règlements d'urbanisme de la ville de Laval et desservis par les réseaux d'égout et d'aqueduc. Le périmètre inclut, le cas échéant, les adresses civiques de part et d'autre des voies publiques. L'atelier de mécanique ainsi que les aménagements demandés devront être livrés au plus tard le 15 juin 2006.

**Information et procédure :** On peut consulter gratuitement la documentation pertinente ou en obtenir un exemplaire au coût de 50 \$ aux bureaux de la SIQ, à l'adresse suivante : Direction régionale Montréal, Édifice Ernest-Cormier, 445, rue Saint-Gabriel, Montréal (Québec) H2Y 3A2, (514) 873-5485, poste 5809. Pour renseignements additionnels, veuillez communiquer avec André Leclerc (poste 5659) ou Jacinthe Aubin (poste 5660) au (514) 873-5485.

**Date/heure de clôture et validité des soumissions :** Les soumissions devront être reçues dans l'enveloppe-réponse fournie à cet effet, avant 15 h, le 10 mai 2006 et être accompagnées d'une garantie de soumission au montant de 2 000 \$. Elles seront ouvertes publiquement au 445, rue Saint-Gabriel à Montréal. Les soumissions seront valides pour soixante (60) jours à compter de la date de clôture. La SIQ n'est pas tenue d'accepter la plus basse, ni aucune des soumissions reçues.

Jules Chevrier, ing.  
Vice-président Exploitation-Ouest



L'ensemble des appels d'offres de la SIQ peuvent être consultés sur notre site Internet

[www.siq.gouv.qc.ca](http://www.siq.gouv.qc.ca)

INVESTIR

Rogers, un repli attrayant

Les analystes s'attendent à un profit de 13 cents



MARTIN VALLIÈRES  
FIN DE SÉANCE

TORONTO — Rogers Communications réunit ses actionnaires à Toronto cet après-midi.

Juste auparavant, le meneur canadien du câble et de la téléphonie sans fil aura annoncé ses résultats du premier trimestre de 2006.

Parmi les analystes, on s'attend à un profit de 13 cents par action, ce qui serait un rendement majeur par rapport à la perte de 17 cents d'il y a un an.

Néanmoins, si l'on s'en tient à la valeur boursière de Rogers, en baisse de 10 % depuis le début de l'année, ses actionnaires auraient de quoi être mécontents.

Mais, de l'avis d'analystes, un tel sentiment serait exagéré, sinon mal avisé pour les investisseurs opportunistes.

En fait, la recommandation d'achat des actions de Rogers suscite une rare unanimité parmi les 16 analystes recensés par l'agence Bloomberg. Pour eux, le repli boursier de Rogers depuis quelques mois, après deux années fortes, a été amplifié par des appréhensions plus ou moins fondées.

LAPRESSEAFFAIRES.COM

Les 10 titres les plus consultés par les internautes hier

- 1 Petrolia (PEA)
2 Bombardier (BBD.SV.B)
3 Nuinsco Resources (NWI)
4 Superior Plus Income Fund (SPF.UN)
5 Raymor Industries (RAR)
6 Groupe Jean Coutu (PJC.SV.A)
7 Nortel (NT)
8 CGI (GIB.SV.A)
9 Victhom Human Bionics (VHB)
10 Murgor Resouces (MUG)

On a craint un plafonnement des résultats de l'importante division de téléphonie sans fil, ou encore un autre recul de la rentabilité de la câblodistribution.

Sans compter la récente rumeur d'une offre d'achat multimilliardaire pour Shaw, le gros câblodistributeur de l'Ouest canadien.

Cette rumeur, lancée par un quotidien torontois, a été niée sur-le-champ par Rogers et Shaw.

Ensuite, notent des analystes, ses prochains résultats, dont ceux d'aujourd'hui, devraient confirmer le bon élan fondamental de ses deux principaux secteurs: la téléphonie sans fil, où Rogers est numéro un canadien depuis son achat de la montréalaise Microcell-Fido en 2004, ainsi que la câblodistribution et ses services ajoutés où, là aussi, Rogers est le plus gros au Canada.

Dans ce contexte, selon les analystes, autant profiter d'une période de faiblesse en Bourse des actions de Rogers pour en racheter, avec un bon potentiel de rendement enviable à moyen terme.

Leur cours cible moyen d'ici un an s'établit à 59,50 \$ l'action, 15 \$ de plus que la cote d'hier.

Déjà hier, à la veille de nouveaux résultats de Rogers, les plus récents avis en ce sens d'analystes torontois comme Dvai Ghose, de Genuity Capital, et Greg MacDonald, de la Financière Banque Nationale, ont semblé faire un certain effet en Bourse.

Les actions de Rogers ont regagné 2,2 %, à 45,74 \$, alors que l'indice de la Bourse de Toronto, le S&P/TSX, était en baisse de 0,6 %.

« Le bon mélange d'actifs de Rogers en câblodistribution et en téléphonie sans fil, et ses parts de marché enviables dans chaque secteur, ont de quoi susciter l'envie de ses pairs sur le continent et même outre-mer », résume Dvai Ghose dans un rapport aux clients de Genuity Capital, une firme indépendante mais en vue sur Bay Street.

En dépit de récents résultats mitigés, les actions de Rogers constituent « une excellente valeur et une solide occasion d'achat à la suite d'une réaction exagérée du marché », selon lui. À la Financière

L'ENTREPRISE EN CHIFFRES

ROGERS COMMUNICATIONS

Symbole : RCL.nv.b (Toronto)
Exercice financier : 31 décembre

RÉSULTATS ET PRÉVISIONS (\$CA)

Table with 4 columns: Item, 2005, 2006E, 2007E. Rows include REVENUS, Câble/internet/tel., Tél. sans fil, Médias/Blue Jays.

PROFIT D'EXPLOITATION (B.A.A.I.)

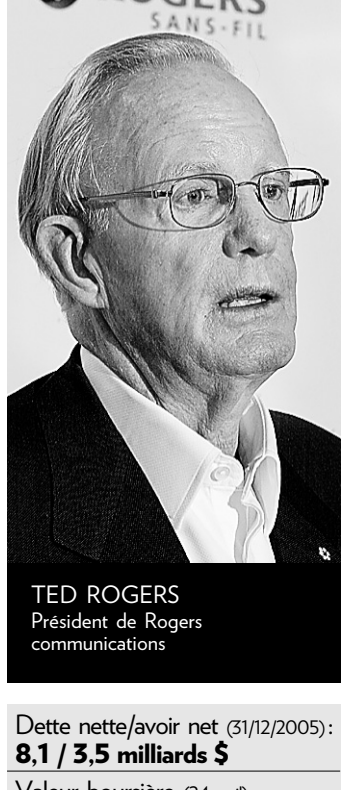
Table with 4 columns: Item, 2005, 2006, 2007. Rows include (Milliards), Marge brute.

RÉSULTAT NET

Table with 4 columns: Item, 2005, 2006, 2007. Rows include (millions \$), Marge nette, BPA, Cours/bénéfice s.o.



Sources : rapports d'analystes, Rogers Communications, Bourse de Toronto, Bloomberg



TED ROGERS
Président de Rogers communications
Dette nette/avoir net (31/12/2005): 8,1 / 3,5 milliards \$
Valeur boursière (24 avril) : 14,57 milliards \$
Prix cible d'ici un an (moyenne 7 analystes) : 59,50 \$

Banque Nationale, l'analyste Greg MacDonald estime que le récent repli boursier de Rogers « ne reflète pas ses opportunités de croissance supérieure ».

Il souligne que les appréhensions envers la rentabilité de la téléphonie sans fil ont été exagérées, malgré une certaine déception à court terme.

Aussi, il estime que la croissance des revenus par abonnés en câblodistribution, avec de nouveaux services, demeure sous-évaluée par les investisseurs boursiers.

C'est d'ailleurs en câblodistribution, avec les gains de l'Internet à haut débit, des services numériques et de la nouvelle téléphonie, que la croissance des revenus de Rogers est prévue la plus forte.

Elle devrait totaliser 37 % entre 2005 et 2007, selon les prévisions d'analystes. En comparaison, on s'attend à un gain de revenus de 28 % en deux ans en téléphonie sans fil, et de 9 % pour les médias et les sports (équipe de baseball des Blue Jays et leur stade à toit ouvrant à Toronto).

Norampac sort du rouge

« L'augmentation des prix de vente tant pour le secteur du cartonage ondulé que celui du carton-chaîsse, et à la diminution des coûts de fibres et d'énergie ».

« Nous avons l'intention d'appliquer nos initiatives de réduction des coûts et de continuer à améliorer nos opérations, a-t-il ajouté. De plus, nous sommes encouragés par les récentes annonces touchant une hausse de prix pour nos produits. »

Les ventes de Norampac pour le premier trimestre de l'exercice ont atteint 304,9 millions, comparativement à 320 millions un an plus tôt et 297,5 millions pour le dernier trimestre de 2005.

Norampac est une centreprise détenue à parts égales par Domtar et Cascades. L'entreprise possède

huit usines de fabrication de cartons-chaîsses et 26 usines de transformation de cartonage ondulé aux États-Unis, au Canada et en France.

SUN MICROSYSTEMS

McNealy quitte le poste de PDG

AGENCE FRANCE-PRESSE

SANTA CLARA — Le fondateur de Sun Microsystems, Scott McNealy, a annoncé hier qu'il quittait le poste de PDG du groupe mais restait président du conseil d'administration.

Il est remplacé par Jonathan Schwartz, précédemment directeur du groupe.

Scott McNealy, 51 ans, continuera de s'occuper du développement international de Sun Microsystems et va également devenir président de Sun Federal Inc., la division regroupant les contrats du groupe — connu pour son langage informatique Java — avec le gouvernement fédéral américain.

Il avait fondé Sun Microsystems en 1982 avec Andy Bechtolsheim, Bill Joy et Vinod Khosla, et en était devenu le PDG en 1984.

Sun Microsystems a annoncé hier une perte nette de 217 millions de dollars américains au

REVUE

BOURSIÈRE

Toronto et New York terminent en baisse

PRESSE CANADIENNE

TORONTO — Un recul mené par les secteurs de l'énergie, de la technologie et des services financiers a fait perdre près de 100 points à la Bourse de Toronto, hier, alors que les investisseurs ont tiré profit d'un marché en hausse de plus de 9 % depuis le début de l'année.

Les marchés new-yorkais ont aussi clôturé en baisse, alors que les investisseurs ont effectué un pas en arrière à la suite des importants gains effectués la semaine dernière.

La forte baisse subie par le dollar américain face au yen japonais a également incité les investisseurs à davantage de prudence.

À la Bourse de Toronto, l'indice composite S&P/TSX a perdu 94,99 points et terminé la journée à 12 342,23. Le principal indice du marché torontois demeure néanmoins en hausse de 9,5 % cette année.

Les séances ont cependant été explosives, ces derniers temps, des gains de plus de 100 points ayant été enregistrés à la TSX pas plus tard que la semaine dernière.

« Plus le marché est élevé, plus certains (investisseurs) sont nerveux et plus ils sont susceptibles de réagir en vendant alors qu'ils pensent que les bonnes choses sont peut-être terminées pour un moment dans ce secteur », a affirmé Fred Ketchen, responsable des opérations sur actions chez Scotia Capital.

La Bourse de croissance TSX a clôturé à 3095,85, en baisse de 27,56 points. À Wall Street, le Dow Jones des 30 valeurs industrielles a perdu 11,13 points et clôturé à 11 336,32. Le composite NASDAQ a terminé en baisse de 9,48 points, à 2333,38, tandis que l'indice S&P 500 perdait 3,17 points, à 1308,11.

RÉSULTATS FINANCIERS

Table with 10 columns: Company, Revenue, Benefit, Dividend, etc. Includes Hammond Power Solutions, Shell Canada Ltd., etc.

LES MÉTAUX

Table of metal prices: Fermeture, Cuivre, Plomb, Aluminium, Nickel, Étain, Zinc.

L'ARGENT

Les courtiers londoniens baissent, lundi, le prix de l'argent de \$ - 1 800) cents américains par rapport à l'ouverture de la veille.

BOURSE DE TORONTO

Suite de la page 11

Table of Toronto stock market data: Société, Volume, Change, etc. Includes Glu Aio, Global BK, etc.

Table of US stock market data: Société, Volume, Change, etc. Includes Canada, AGF Mstr, etc.

LA PRESSE AFFAIRES

INVESTIR

En tout temps, consultez les cotes boursières en direct sur lapresseaffaires.com

LPA 50

La Presse Affaires présente une sélection de 50 titres qui suscitent un grand intérêt chez les lecteurs

Table of 50 stock tickers with columns for closing price, change, volume, and 52-week high/low.

Table of 50 stock tickers with columns for closing price, change, volume, and 52-week high/low.

Indique un titre qui a gagné ou perdu 1% et plus de sa valeur par rapport à la fermeture de la séance précédente. / Caractère gras Indique une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance. / IQ30 Le crochet (✓) dans cette colonne identifie les titres qui font partie de l'indice Québec 30. La valeur de l'indice est présentée chaque jour à la UNE de La Presse Affaires. / M\$ Millions de dollars US / La liste des titres est sujette à une révision périodique.

BOURSE DE TORONTO



Table with market summary: Hier, Ouverture, Hautes/Basses, Fermeture, Var. 1J, Var. 1An.

Table with market summary: Actions négociées, Gains, Pertes, Inchangées.

Table with market summary: 52 semaines, Hautes/Basses, Volume, Hier, Jour précédent.

Table with market summary: Sous-indices (Services financiers, Matériaux de base, etc.)

Table with market summary: Autres indices canadiens (S&P/TSX 60, S&P/TSX Petites cap., etc.)

Table with market summary: Les 10 plus actifs (Nortel Networks, Bema Gold Corp, etc.)

Table with market summary: Titres gagnants en % (Questair Technolo, World Point Term, etc.)

Table with market summary: Titres perdants en % (Gryphon Gold Corp, Homburg Inv./B, etc.)

BOURSE DE CROISSANCE TSX



Table with market summary: Hier, Ouverture, Hautes/Basses, Fermeture, Var. 1J, Var. 1An.

Table with market summary: Actions négociées, Gains, Pertes, Inchangées.

Table with market summary: 52 semaines, Hautes/Basses, Volume, Hier, Jour précédent.

NEW YORK

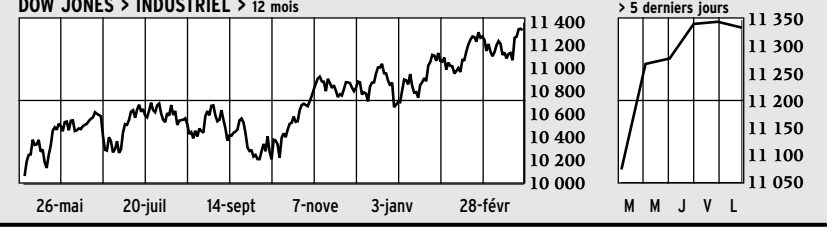


Table with market summary: Hier, Ouverture, Hautes/Basses, Fermeture, Var. 1J, Var. 1An.

Table with market summary: Actions négociées, Gains, Pertes, Inchangées.

Table with market summary: 52 semaines, Hautes/Basses, Volume, Hier, Jour précédent.

NASDAQ



Table with market summary: Hier, Ouverture, Hautes/Basses, Fermeture, Var. 1J, Var. 1An.

Table with market summary: Actions négociées, Gains, Pertes, Inchangées.

TSX CROISSANCE LES QUÉBÉCOISES

Large table listing 100 growth stocks from the TSX with columns for closing price, change, volume, and 52-week high/low.

ÉTATS-UNIS LES 100 GÉANTS

Large table listing 100 large cap US stocks with columns for closing price, change, volume, and 52-week high/low.

Liste des 100 sociétés inscrites sur les marchés américains ayant la plus forte valeur boursière. La liste est révisée à chaque trimestre. / MMS Millions de dollars US

LE QUOTIDIEN MONTRÉAL MARDI 25 AVRIL 2006

Table of stock market data with columns for Société, Volume, ch. 52 Sem, Div. (100) Ferm., Net, Haut, Bas, and Société. Includes sections for K-M, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z.

L'emplacement ultime, au centre-ville

Une qualité sans compromis, Et ce, au meilleur prix.

Unités modèles à visiter

Les condos se vendent le plus rapidement au centre-ville

514.849.4965 www.le1200ouest.com

Bureau des ventes 1200 boulev. de Maisonneuve Ouest (coin Stanley) lun au jeu 11 à 18h ven 11 à 17h sam-dim 12 à 17h

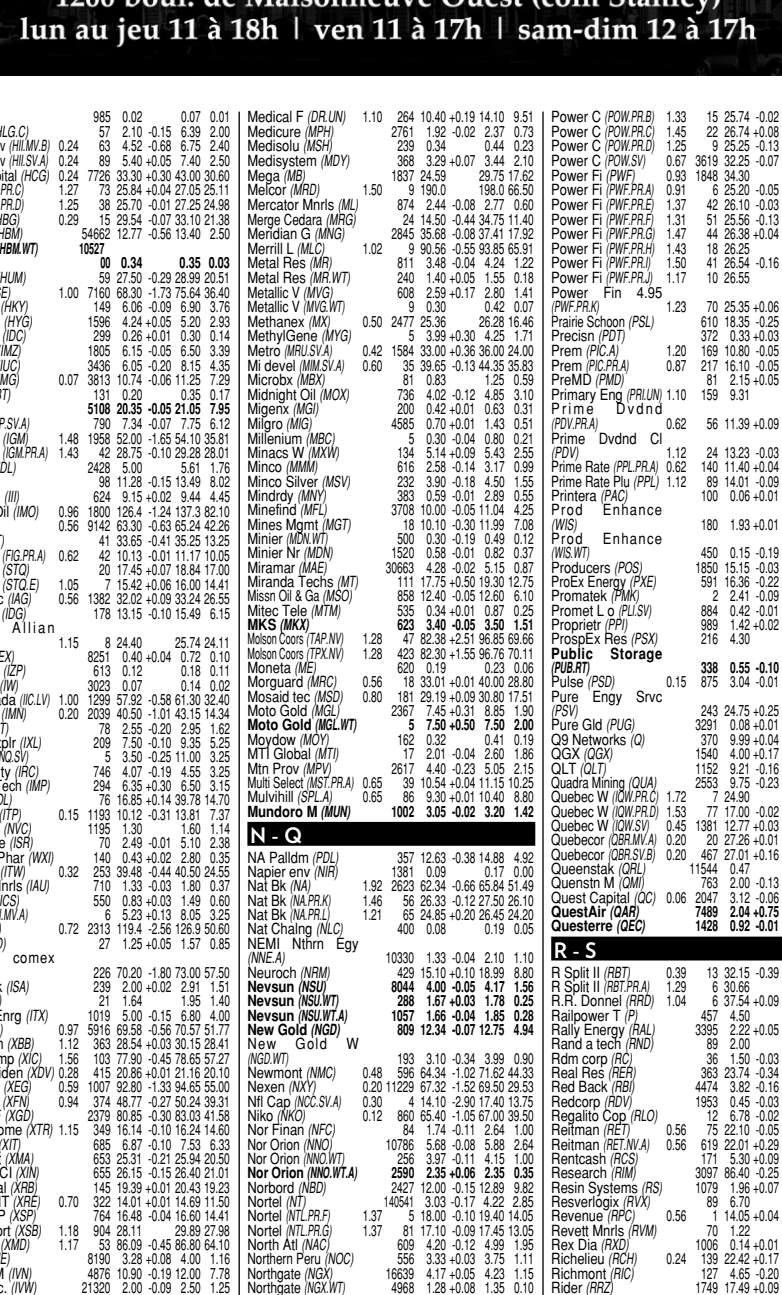


Table of stock market data with columns for Société, Volume, ch. 52 Sem, Div. (100) Ferm., Net, Haut, Bas, and Société. Includes sections for A-B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z.

